

150

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14018 - 6 F

DIMANCHE 18 - LUNDI 19 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Liban : une guerre doublement fratricide

Le Liban est à nouveau en proie au vertige suicidaire. Mais - une fois n'est pas coutume - sa folie meurtrière est aujourd'hui le triste privilège du pays chrétien. Beyrouth-Est a vécu vendredi 16 février l'une de ses pires journées en quinze ans de guerre. L'épreuve de force, qui oppose depuis le 31 janvier l'armée du général Michel Aoun et les Forces libanaises - la milice de M. Samir Geagea - a dégénéré en une lutte sans merci. Au cœur de ces féroces combats, le quartier d'Ain el Remmaneh ressemble désormais, selon le mot d'un témoin, à un « cimetière secoué par un tremblement de terre ».

A la différence du passé, le spectacle de cette guerre doublement fratricide laisse le monde sans voix, ou presque. Exception faite des appels à la trêve régulièrement lancés par le Vatican et de la brève mission humanitaire conduite au nom de la France par M. Bernard Kouchner, la communauté internationale est aussi discrète qu'impuissante. Le monde arabe, qui jouait il y a peu les médiateurs, n'a ni l'envie ni les moyens de mettre un terme à ce conflit entre non musulmans.

EN Occident, l'action des gouvernements est à la mesure de la gêne que leur inspire ce « combat des chefs » chrétiens. Éloquent est le silence des hommes politiques français, naguère si prompts à voler au secours du général Aoun lorsque celui-ci incarnait, d'ailleurs avec courage, la « résistance » d'une communauté maronite menacée par les ambitions conjuguées de l'Irak et de la Syrie. Dans un monde qui se désintéresse de lui, notamment parce qu'il a la tête ailleurs, le Liban paraît avoir épuisé, à force de déchirements absurdes, le capital de sympathie qu'il avait, en cas de péril, si bien mobilisé.

Ayant pris un avantage, semble-t-il décisif, sur son rival, le général Aoun devrait assez rapidement imposer sa loi à l'ensemble du « pays chrétien ». Mais, à quel prix ? Beyrouth-Est a déjà payé d'avance 600 morts et 2000 blessés pour tribut de cette amère victoire sur un champ de ruines. Et demain ?

JUSQU'À maintenant, l'armée syrienne, qui dispose de 35 000 hommes au Liban, s'est bien gardée d'intervenir, préférant voir, avec satisfaction, les deux frères ennemis s'épuiser dans un affrontement d'où les chrétiens de toute obédience, hostiles à la tutelle de Damas, ne peuvent que sortir affaiblis. Ce calcul tiendra-t-il encore le jour où le général Aoun contrôlera sans partage l'ensemble du pays chrétien ?

Prudent comme un chat, le président Assad n'engagerait ses hommes à Beyrouth-Est que sous un prétexte légitime, et qu'après s'être assuré de la bienveillante neutralité arabe et internationale. En lançant vendredi un appel à l'aide au président Elias Hraoui, l'homme qui incarne le pouvoir légal au pays du Cédar, M. Samir Geagea fournit aussi à tous les alliés de Damas, notamment les chefs des milices musulmanes de Beyrouth-Ouest, l'occasion d'en discuter enfin, avec le général chrétien. On reviendrait alors, au scénario plus familier d'un affrontement entre les deux Beyrouth.

Lire page 5 l'article de LUCIEN GEORGE

M 0146 - 219 0 - 6 00 F

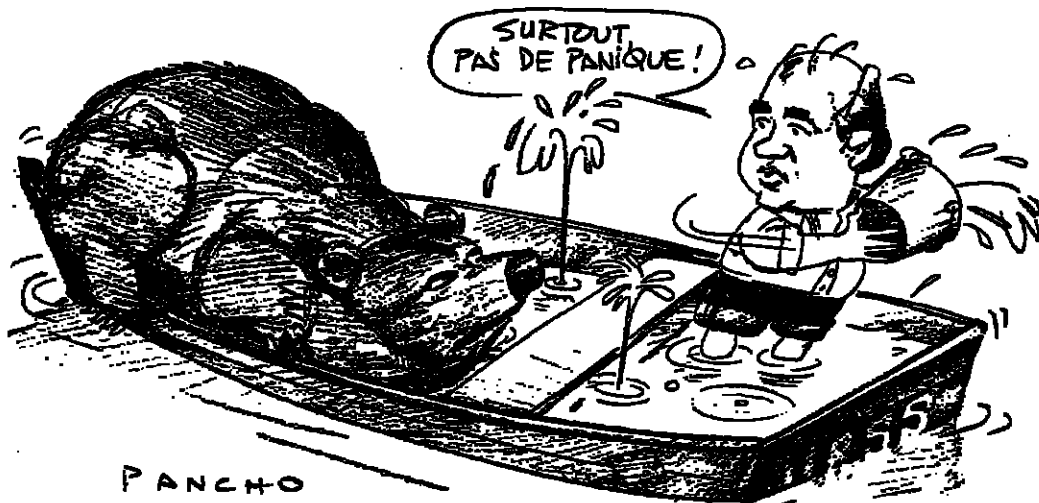


3790146006000 02190

Après l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan, l'Ouzbékistan

Les tensions interethniques s'étendent en Asie centrale soviétique

Alors que les conservateurs ont créé, vendredi 16 février, un groupe parlementaire sur le thème du maintien de l'unité de l'URSS, Radio-Moscou a annoncé qu'après les émeutes au Tadjikistan des affrontements ont eu lieu dans une autre ville d'Asie centrale, à Samarkand, en Ouzbékistan, et que le couvre-feu y a été décrété. Un porte-parole du ministère soviétique de l'intérieur a démenti samedi cette information, tout en reconnaissant que la tension a gagné cette ville, comme tout l'Ouzbékistan, où des tracts appellent les Russes à quitter la région. A Bakou, en Azerbaïdjan, l'armée patrouille, mais la population est en grève et attend la fin du deuil de quarante jours décrété à la mémoire de ses « martyrs ».



Les cicatrices de Bakou

BAKOU

de notre envoyée spéciale

« Où étaient la milice et le KGB ? » A la question posée avec colère par Mikhaïl Gorbatchev à un député azerbaïdjanais qui dénonçait devant le Soviet suprême l'intervention de l'armée soviétique à Bakou le 19 janvier dernier, un des survivants des pogroms anti-arméniens qui y avaient commencé une semaine auparavant a donné une réponse. M. Adamian raconte comment quatre miliciens azerbaïdjanais en uniforme faisaient partie de la foule qui a envahi son appartement le 13 janvier, après en avoir démolé l'entrée à la hache.

« Deux étaient des officiers, ils regardaient sans rien dire », explique M. Adamian, pendant que lui-même était frappé et son appartement dévasté. Il a été

traîné dehors et enfoncé dans une voiture sous les yeux de miliciens assis dans un car qui stationnait à l'entrée de l'immeuble, immobile au milieu des émeutiers. Contrairement aux dizaines d'Arméniens qui ont péri - frappés, défenestrés ou brûlés vifs - M. Adamian a réussi à marchander sa vie à ses ravisseurs contre un acte de cession de son appartement.

Mais la paralysie, si ce n'est la complicité, de la milice azérie face aux pogroms était connue déjà depuis ceux d'il y a deux ans à Soumgaït, à 20 kilomètres de Bakou. La volonté de certains de ses responsables n'est pas en cause : c'est le directeur de la milice de Bakou qui permet à Leonid Lazarevitch, journaliste de Radio Moscou, d'annoncer en direct le 14 janvier de son bureau que la ville est livrée aux

pogroms et qu'il faut l'aide immédiate de l'armée.

Le journaliste était accompagné le même jour des « groupes d'intervention » de la milice : les policiers portaient à huit, sans pistolet et en civil, pour tenter d'arracher les Arméniens de la foule des émeutiers. « Il était inconcevable, estime M. Lazarevitch, qu'un Azéri tire sur un autre Azéri pour défendre un Arménien ». Et, selon lui, beaucoup d'unités de milice se sont vu confisquer leurs armes automatiques avant les événements, de peur qu'elles ne passent aux groupes qui s'armaient alors, sous la conduite du Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA), pour aller combattre les Arméniens dans le Haut-Karabakh.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 3

Tensions dans l'armée roumaine

Le ministre de la défense a été contraint de démissionner

page 4

Le Salon aéronautique de Singapour

Les industriels français jouent gagnant le marché Asie-Pacifique

page 16

La grève des médecins

Un entretien avec M^{me} Michèle Barzach, ancien ministre de la santé

page 8

L'argent noir de la publicité

Le Conseil de la concurrence enquête sur les centrales d'achat

page 9

Cinéma : le Festival de Berlin

Se pencher sur l'histoire pour savoir où l'on va

page 10

Un nouveau pôle du luxe

M. Racamier annonce le rachat de la maison Lanvin et s'explique sur la création d'un nouveau groupe

page 13

« Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, invité, dimanche, à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

Une étude de la SOFRES

La division des cadres du RPR

Le RPR, dont le conseil national s'est réuni samedi matin 17 février à Paris pour procéder à l'élection de son nouveau bureau politique, apparaît aujourd'hui marqué à la fois par la division de ses cadres, tiraillés entre le tandem Chirac-Juppé, d'une part, et, d'autre part, le duo Pasqua-Séguin, et par le net décalage existant entre les appréciations politiques de ses cadres, dans leur ensemble, et celles de son électeur. Ainsi, par exemple, alors que le chômage est le premier souci des électeurs du RPR, les cadres du mouvement ne le mettent qu'en quatrième position dans leurs préoccupations.

publiés aujourd'hui. Il a été réalisé par la SOFRES auprès des cadres du mouvement chiraquien lors des récentes Assises nationales du RPR.

Cette enquête fait également ressortir que, si la plupart des cadres du Rassemblement manifestent leur attachement à la personnalité de Jacques Chirac qui apparaît incontestablement comme le « ciment » du mouvement, ils n'en apprécient pas moins celle de Charles Pasqua qui obtient une forte note de sympathie, bien supérieure à celle de Philippe Séguin.

Lire page 6 l'article d'OLIVIER RIFFAUD et l'étude de la SOFRES

Métamorphoses de Velazquez

Madrid rend hommage au plus célèbre des peintres espagnols qui n'en devient pas pour autant plus simple à connaître...

Le long de la façade du Prado, à deux ou trois de front, sur une longueur de quatre ou cinq cents mètres, les visiteurs attendent. A dix heures du matin, ils se comptent par centaines et des renforts n'en finissent pas de se mettre à la queue. Ils arrivent par classes, amicales, clubs, associations et familles, tous mus par la patriotique envie de communier dans le culte de Velazquez, le patron de l'art espagnol. Ils viennent rendre un hommage plus que regarder des tableaux.

Les tableaux, ils les voient fort mal du reste. Les salles du Prado libérées pour l'occasion ne sont à la mesure ni des œuvres ni de la foule. Afin d'éviter des engorgements trop intolérables, on a interdit tout retour en arrière - ce qui rend impossible toute comparaison ou observation personnelle. Voir les œuvres, ne serait-ce que de loin, exige

l'habitude du corps-à-corps et l'abandon de toute galanterie.

Se tenir une minute devant les *Fileuses* et les *Ménines*, c'est avoir le flanc meurtri par l'angle tranchant de l'un de ces gros sacs à main de cuir noir que les Espagnols d'un certain âge portent au coude, les pieds martelés par leurs talons, le dos plié par la pression de ceux qui sont derrière et poussent. Les plus sages des visiteurs achètent le catalogue la veille et l'étudient durant les deux heures d'attente obligée, si bien que, parvenus dans le musée, ils n'ont besoin que de vérifier d'un coup d'œil que les toiles sont fidèles à leurs photographies. Ce doit être cela, la consommation culturelle intelligente.

Et cependant, il y a sur les murs l'essentiel de Velazquez, à l'exception de quelques portraits

du Musée de Vienne et de l'admirable *Innocent X* de Rome. Il y a, mêlées à la collection du Prado, les œuvres de l'Escorial, de Londres et des musées américains, de New York à Fort-Worth : en tout, soixante-dix-neuf toiles, quand le catalogue d'un peu moins de cent. On ne fera donc jamais beaucoup mieux.

L'exposition recompose l'évolution du style de Velazquez par étapes. Elle narre ses métamorphoses par la juxtaposition d'œuvres fort différentes d'exécution et de conception. S'il est en effet des rétrospectives où l'auteur paraît inchangé du début à la fin et d'une absolue cohérence, il n'en va pas ainsi avec Velazquez, peintre changeant, presque insaisissable.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 10

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL

FÉVRIER 1990

L'ECONOMIE DE LA DROGUE

UN FLÉAU MONDIAL

Ce dossier spécial retrace l'histoire millénaire de la drogue. Il analyse le danger qu'elle représente actuellement pour l'humanité et montre que la France n'est pas épargnée. Il évoque ses conséquences médicales ; le sida et la toxicomanie.

PRODUCTION DE LA DROGUE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Le processus des cultures illicites dans les pays sous-développés est analysé en détail, avec les cartes des zones de production. Le Monde dossiers et documents fait le point sur les retombées de la macro-économie dans ces pays : multiplication des conflits locaux, destruction de l'environnement.

CIRCUIT DE LA DROGUE

Le Monde dossiers et documents explique le cheminement de la drogue, du producteur au consommateur ; comment le blanchiment de l'argent se fait à travers des intermédiaires et des places financières complaisantes. Enfin, il évalue les moyens mis en œuvre pour une lutte efficace.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (internat.), 2 \$.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beauvillier,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Impression
de 12 à 14 pages
12, rue de Montparnasse
75007 PARIS

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Remise en main propre sur les téléphones
et dans les kiosques au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-34-90

	FRANCE	BOULG	RUSS	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessous
ou par MINTEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél. : (1) 49-60-34-70

Changement d'adresse définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à former leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur nouveau domicile.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 MONO1

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Ancien directeur :

Hubert Beauvillier (1944-1989)

Jacques Fauver (1989-1992)

André Laurens (1982-1985)

Administrateur général :

Bernard Wourms

Directeur de la rédaction :

Daniel Verme

Rédacteurs en chef :

Bruno Pappant

Claude Selas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-87

Télécopieur : (1) 45-23-00-81

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a vingt-cinq ans

L'assassinat de Malcolm X

Il fait très beau ce dimanche 21 février 1965 à New-York, et Harlem est calme, on ne voit même presque pas de policiers. Profitant au passage du pâle soleil de l'hiver, des petits groupes se dirigent sans se presser vers l'entrée déserte de la Audubon Ballroom, la salle de danse un peu crasseuse qui sert en général de lieu de réunion aux activistes de la communauté noire. A l'intérieur, ils sont déjà plus de quatre cents à attendre le début du meeting de l'Organisation pour l'unité afro-américaine (OAAU), le mouvement fondé sept mois plus tôt, par Malcolm X, le chef des nationalistes noirs. Ce jour-là, celui qui a déjà appelé sa quatrième fille Lumumba en hommage au tribun congolais, s'est fait fort, justement, d'obtenir l'appui des États africains dans sa lutte violente pour l'égalité raciale. N'a-t-il pas déjà sillonné ce continent dont l'avenir à une certaine conscience politique révolutionnaire le fascine ?

« Observateur » au deuxième congrès africain du Caire, il y a rencontré Kenyatta, Obote, Nyerere, avec eux il a rêvé une fois de plus de « l'internationalisation » de la lutte des Noirs, évoqué la possibilité de porter le dossier à l'ONU, de lancer une campagne mondiale au nom des droits de l'homme. Des projets, il en a revendu. Rien ne l'arrête, pas même ces menaces de mort qui lui parviennent presque chaque jour – et pas seulement de la part du Ku Klux Klan ou des extrémistes blancs. Pas même ces trois bombes lancées contre son domicile, dans le Queens, il y a dix jours, et qui ont provoqué un incendie dont il s'est échappé de justesse, avec sa femme, « sœur Betty », et ses quatre enfants. « Ça ne fait rien, a-t-il coutume de dire, je vis comme si j'étais déjà mort... »

Mais pour l'heure, le voici qui s'avance vers le micro qu'il saisit de ses mains fines. Silhouette racée, inquiétante à l'abri de ce sourire perpétuel avec sa petite barbe et ses lunettes d'éclair qui lui donnent l'air d'un théoricien de la révolution. Silhouette mille fois entrevue à la télévision et qui hante les cauchemars d'une partie de l'Amérique. Cette Amérique moyenne, frileuse et rétrograde, pour qui déjà la croisade pour les droits civiques entreprise par les minorités noires est une agitation subversive, tandis que le pasteur Luther King, apôtre de la non-violence, fait figure de démon destructeur.

Que va-t-il pouvoir annoncer, cette fois, cet ex-porte-parole des Black Muslims, ces musulmans noirs, adversaires d'une intégration qu'ils méprisent et qu'il a lui-même quittée pour créer un groupe plus militant, plus violent, qui se propose de lutter dans la rue ? Une extension du conflit ? L'envoi de « guérilleros au Mississippi » pour lutter contre les partisans de la suprématie blanche, comme il l'a déjà suggéré un jour ? Du fond de la salle, pourtant attentive, des éclats de voix se font entendre. « Restez calmes mes frères », commente-t-il, une douzaine de détonations l'interrompent net. Trois hommes, vraisemblablement cinq, ont bondi de leur siège pour tirer. Malcolm X s'effondre, criblé de balles, dans la panique générale. Il a trente-neuf ans.

Ce sang blanc...

Le premier policier qui s'approche de la forme affaîlée sur le parquet, dans une vaine tentative pour le ramener avant de l'emmener à l'hôpital Vanderbilt, où son décès sera constaté, s'exclame en voyant ses cheveux roux et sa peau presque claire : « Mais c'est un Blanc ! ». Ce sang blanc imposé dans ses veines par le viol de sa grand-mère par un Blanc, et dont disait-il il haïssait « jusqu'à la dernière goutte », ce sera la première forme de violence à laquelle sera confronté celui qui n'est encore que Malcolm Little, lorsqu'il naît, en 1925, à Omaha (Nebraska) dans une famille de pasteur. Cette violence l'accompagnera jusqu'à la mort.

Il n'a que deux ans lorsqu'un groupe de racistes incendie le domicile familial. Les pompiers regardent, la famille s'enfuit. Elle a l'habitude. Quelques années plus tard, c'est un commando du KKK qui est venu briser ses fenêtres et la menacer. Devenue à moitié folle, sa mère doit accepter que les enfants soient placés sous tutelle judiciaire. Son père, qui prônait à l'époque « la fierté d'être noir », a été retrouvé la tête fracassée par un tramway. La communauté noire s'émue, la famille évoque l'hypothèse d'un « assassinat », mais en l'absence de témoins le dossier est classé « accident ». Une version que Malcolm X contestera toujours.

A sa sortie de l'orphelinat, le jeune Malcolm se retrouve seul élève noir dans une école du Michigan, mais pour très vite

apprendre que quels que soient leurs talents d'orateur ou leur rapidité à comprendre, l'acros des Noirs aux carrières traditionnelles passe par un chemin très étroit. Il faut d'abord échapper aux lois de son propre environnement, aux pressions d'une société qui laisse bien peu de place à sa communauté. Et de fait, Malcolm s'enlise.

Employé dans un bar à Harlem, la poudrière noire de New-York, il arrondit ses

« pour remplacer le nom qu'avait imposé à mes ancêtres quelque diable blanc aux yeux bleus nommé Little ». A dire vrai, les préceptes des Black Muslim ne sont pas d'une clarté limpide, mais il ressort de leur enseignement, qui prend pour postulat que le premier homme et la première femme étaient noirs et que la race blanche, race maudite, fut fondée par un savant dévoyé nommé Yacoub, que le peuple noir a une place légitime, et que la reconquête de cette dignité passe par une vie ascétique

se réjouissent entre eux ». Le mouvement réagit violemment, Malcolm se défend : « J'ai voulu dire que le climat de haine qui existe dans le pays devait inévitablement aboutir à un tel acte. » Trop tard, il est prié par ses « frères » de cesser toute activité. Désormais, il fera cavalier seul. Pour les Black Muslims, Malcolm est un traître, ils ne lui pardonneront jamais d'avoir critiqué et mis en doute leur mouvement. Les menaces, de ce côté-là aussi, vont commencer...

Trois mois plus tard, il se rend à La Mecque. Il veut, dit-il, « connaître enfin le véritable islam ». Un voyage décisif : « J'ai compris alors, contre-t-il à l'écrivain James Baldwin, que notre mouvement aux États-Unis est partie intégrante de la lutte que tous les peuples colonisés ont récemment indépendants d'Afrique et d'Asie mènent contre l'impérialisme et le néo-colonialisme... » La gestation de l'« internationalisme » noir est en route. Globetrotter de la cause des opprimés, Malcolm X, que Paris découvre un soir de débats houleux à la Mutualité durant l'hiver 1964, va s'attacher désormais dans son mouvement de l'OAAU à mobiliser les masses noires et à les déterminer à lutter. Il promet à l'Amérique « un bain de sang », mais il a changé, sa nouvelle approche de l'islam lui a appris à ne plus exclure systématiquement les Blancs de bonne volonté de son chemin.

Prénant à contre-pied la phraséologie et l'argumentation juridique du pasteur Luther King, qu'il estime « récupéré » par le pouvoir, et dont il dit un jour, au lendemain des manifestations durement réprimées par la troupe et les chiens policiers à Birmingham, dans l'Alabama : « C'est une chiffe, ce n'est pas un chef », il prône, lui, l'action directe, la révolte. Une révolte qui exclut, les « leçons de conduite » inopérantes de Muhammad et son sectarisme divin. Et cette voie qu'il n'a que le temps de défricher, d'autres la suivront bientôt : les Black Panthers, (Panthères noires) qui, poing levé, reprendront en quelque sorte l'héritage deux ans plus tard.

Conspiration ?

Pourtant cette violence, cette guérilla urbaine qu'il s'efforce de mettre sur pieds, Malcolm X l'a-t-il choisie ? A moins que ce ne fut le contraire, face aux contradictions d'un pouvoir blanc qui, écrit-il encore, « est capable de ces brutalités, en nous empêchant de répondre à la violence que nous subissons ». Peut-être aurait-il pu dépasser cette violence en la canalisant vers une révision plus réaliste des rapports entre les deux communautés, lui qui estimait que « l'homme blanc n'est pas congénitalement mauvais. Moi aussi, j'ai été un raciste, mais j'ai appris et j'ai compris... ». Son rêve, il le publia dans le *Saturday Evening Post* quelques mois avant sa mort, aurait été « l'histoire me considère comme l'un de ceux qui auront sauvé l'Amérique d'une catastrophe grave, peut-être fatale... »

Sa vie et son combat inachevé suscitent autant d'interrogations que sa mort. Y a-t-il eu « conspiration » ainsi que l'ont dénoncé ses proches ? Aussitôt après la fusillade qui coûta la vie au leader nationaliste, un jeune Noir, Thelmadagne Hayet, âgé de vingt-deux ans, fut arrêté. Quelques jours plus tard, c'était le tour de deux Black Muslims. Mais combien y avait-il en fait de complices ? Et qui étaient les vrais commanditaires ? Au terme d'un procès des plus nébuleux, le tribunal condamnera les trois hommes à la prison à vie. Et une bonne partie de l'opinion publique, soulagée, se contentera de cette version officielle qui, comme toute, accordait la thèse confortable d'un « règlement de comptes entre extrémistes noirs ». Les obsèques auront lieu dans un New-York quadrillé par la police qui craindra jusqu'à l'ultime minute qu'une guerre entre activistes du ghetto ne déborde de Harlem.

Et de fait, deux incendies éclatèrent dans la nuit du 21 février 1965, sur la 116^{ème} Rue. La cérémonie, en revanche, sera, en dépit des tensions, une grande démonstration d'unité, comme si, dira un commentateur américain de l'époque, « les Noirs avaient décidé ce jour-là d'enterrer aussi leurs querelles, pour se tourner vers la vraie culpabilité : notre société ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS



fins de mois en fournissant des prostituées à des clients blancs. Il se fait défriser les cheveux, dépense sans compter pour un peu d'« herbe » ou de cocaïne. Sans vergogne, celui que l'on n'appelle plus désormais que « Big Red » en raison de sa haute taille et de ses cheveux roux touche à tous les vices, pour mieux les exploiter. En 1946, il a racé le fond : arrêté pour vol, il est condamné à dix ans de prison et envoyé au pénitencier de Charleston. Ce pourrait être sa fin, au contraire ce sera le début d'une spectaculaire renaissance.

Dans sa cellule, il entend parler de l'enseignement d'un nouveau prophète qui prêche la « religion naturelle du Noir ». C'est un colporteur de Detroit, W. D. Fard, au passé mystérieux bien qu'il affirme venir de La Mecque. Son discours en tout cas est passionnant, il y est déjà question des liens indissolubles avec l'Afrique, d'unité et pourquoi pas de revanche. « Les Noirs ne constituent-ils pas un cas honteux d'oppression d'une minorité aux États-Unis », s'interroge Fard ? Le mouvement s'appelle La nation de l'islam, depuis près de dix ans il s'est implanté dans ces ghettos noirs à la dérive auquel il apporte une certaine unité et parfois des raisons d'espérer. Malcolm va bientôt adhérer au mouvement et se laisser gagner par l'enseignement du nouveau prophète des Black Muslims, un fils de pasteur baptiste lui aussi, connu sous le nom de Elijah Muhammad, le « Messenger ». C'est un autre homme, studieux, réfléchi et déjà inspiré, qui, délivré de l'alcool et de la drogue, est libéré en 1952. Converti à l'islam il s'appellera désormais Malcolm X,

et inspiré. D'où les multiples consignes pratiques données à des ghettos noirs en pleine déchéance de « ne pas boire ni fumer ». Quant à la drogue, les Black Muslims en font leur affaire et créent des centres de désintoxication parallèles qui leur gagneront la sympathie des habitants.

Cavalier seul

Voilà bientôt Malcolm X promu porte-parole du mouvement, ex-député spécialement à New-York. Son éloquence naturelle fait merveille, en peu de temps il devient un des tribuns les plus écoutés de la cause noire, surtout dans les médias où il n'a de cesse de prêcher, y compris dans cette télévision dont la classe politique vient de découvrir l'importance. Il prêche la croisade de cet islam un peu particulier qui a entrepris la « reconquête » de Harlem. Du même coup il prend de l'importance, trop aux yeux du « Messenger » ? Des rivalités se font jour, Malcolm X, déçu par le curieux personnage qu'est Elijah Muhammad, mi-saint mi-voyou, ne lui pardonne, notamment pas ses rapports de domination avec les femmes, ses bâtardeaux et les humiliations qu'il inflige parfois à certains de ses « frères ». Il en conclut : « J'ai compris qu'Elijah Muhammad n'était qu'un homme comme les autres. »

L'assassinat du président Kennedy, en novembre 1963, va consommer la rupture. Dans une déclaration malencontreuse, celui qui est encore le porte-parole des Black Muslims laisse entendre que Kennedy méritait son sort (« Les poulets

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JEAN-PIERRE
CHEVENEMENT

animé par
Henri MARQUE

en direct de

RTL

avec André PASSERON
et Jacques ISHARD (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Isabelle DATH (RTL)

1501

URSS : la vague de violence en Asie centrale

Les troubles interethniques ont gagné l'Ouzbékistan

Selon TASS, des tracts en Ouzbékistan appellent les Russes à quitter immédiatement la République, où de nouveaux affrontements se seraient produits à Samarkand. A Moscou, les conservateurs contre attaquent en créant un groupe parlementaire sous la bannière du maintien de l'unité soviétique.

MOSCOU

de notre correspondant

Tout s'accroît et sur tous les fronts. Les troubles du Tadjikistan se sont maintenant étendus à l'Ouzbékistan. Les conservateurs se sont désormais dotés d'un groupe parlementaire. La contestation par la base des cadres locaux du parti gagne Moscou. Le Caucase ne sort pas de sa guerre rampante et, tandis que le Soviet suprême poursuit l'examen de projets de loi sur l'introduction de la propriété privée, la Pravda se fait alarmiste.

L'aggravation est, en effet, si brutale que, sous le titre de « Nous défendrons la perestroïka », l'organe du comité central parle, ce samedi 17 février, d'un « danger d'affrontement civil, de chaos, de désintégration », et met en garde contre un dérapage du processus de réformes dans la violence aveugle et généralisée.

Ce qui est en cause, lit-on entre les lignes, c'est la possibilité d'une évolution pacifique, de l'économie d'une nouvelle révolution forcée et inévitable, et le fait est que la question se pose chaque jour de façon plus pressante. Car si l'on ignore encore ce qui se passe exactement en Ouzbékistan, Radio-Moscou parle d'envoi de renforts vendredi à Samarkand, où un couvre-feu aurait été décrété pour tenter de mettre fin à des affrontements entre Tadjiks et Arméniens.

En clair, la minorité arménienne est à nouveau victime de pogroms, pogroms organisés dans

le but évident de déstabiliser un peu plus encore la situation. Il y a en effet plusieurs jours que des rumeurs circulent en Ouzbékistan sur la prochaine installation, dans cette République, d'Arméniens réfugiés d'Azerbaïdjan. Ce sont des rumeurs semblables qui avaient mis le feu aux poudres au Tadjikistan, et elles avaient pris une telle ampleur en Ouzbékistan que le présidium du Soviet suprême y avait introduit, en début de semaine, une loi contre « la préparation et la diffusion de matériels contenant des appels à des pogroms et à l'expulsion forcée de citoyens ».

Des tracts de ce genre avaient été saisis. Des tracts appelant au départ des Russes, avant le 1^{er} mars avaient été également diffusés dans les boîtes aux lettres, et c'est maintenant aux quatre coins de l'URSS que circulent des rumeurs sur l'organisation de prochains pogroms contre des juifs, des Arméniens ou des russophones installés dans les Républiques périphériques. Les Arméniens vivent dans une psychose passablement justifiée. Les juifs ont de plus en plus de mal à résister à la peur car ils se disent qu'à la pitié des Arméniens, leur tour viendra fatalement. Quant aux Russes, ils viennent de voir au Tadjikistan que leur sécurité n'était plus en rien garantie.

La stratégie de la tension

Cela a un nom. Cela s'appelle la stratégie de la tension et cette stratégie est à peu près imparable, puisque rien n'est plus facile, surtout en situation de crise, que de lancer des rumeurs qui, une fois lancés, ne peuvent plus être arrêtés. Si les autorités font le silence, ces rumeurs acquièrent une crédibilité puisqu'elles ne sont pas démenties. Si la presse ou le parquet, comme cela s'est vu en Ukraine, démentent, ils officialisent le bruit et le font connaître à plus de gens encore, qui concluent qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Cette stratégie est déjà

gagnante en Asie centrale. Elle peut l'être demain ailleurs, et le moins qu'on puisse dire est qu'en développant les craintes des Russes installés hors de Russie elle sert les intérêts des conservateurs, qui espèrent aujourd'hui trouver une base sociale dans le développement d'un mouvement nationaliste russe.

Les thèmes de la lutte contre la russophobie et du besoin d'ordre vont à ce rythme se révéler de plus en plus payants et il est à cet égard très significatif que les députés conservateurs qui ont annoncé, vendredi, la création d'un groupe parlementaire, se soient regroupés autour d'Elus russes, ou du moins « immigrés », des Républiques périphériques. On trouve ainsi en première ligne des hommes tels que le colonel Alkiss et M. Kogan, les présidents des interfronts de Lettonie et d'Estonie, c'est-à-dire des mouvements opposés aux fronts populaires (nationalistes) de ces deux Républiques.

Baptisé « unité » par référence à l'unité de l'URSS, ce groupe parlementaire vient ainsi faire

pendant au groupe interrégional des députés qui rassemble, lui, réformateurs et indépendantistes. Presque totalement ouverte au sein du parti, la polarisation politique devient ainsi officielle au Parlement. C'est le signe que la vie politique se développe, qu'on est chaque jour de moins en moins dans un système totalitaire. Mais c'est aussi le signe que les conservateurs apprennent à utiliser la démocratisation à leur profit et qu'ils entendent résister par tous les moyens à l'accélération des réformes par M. Gorbatchev.

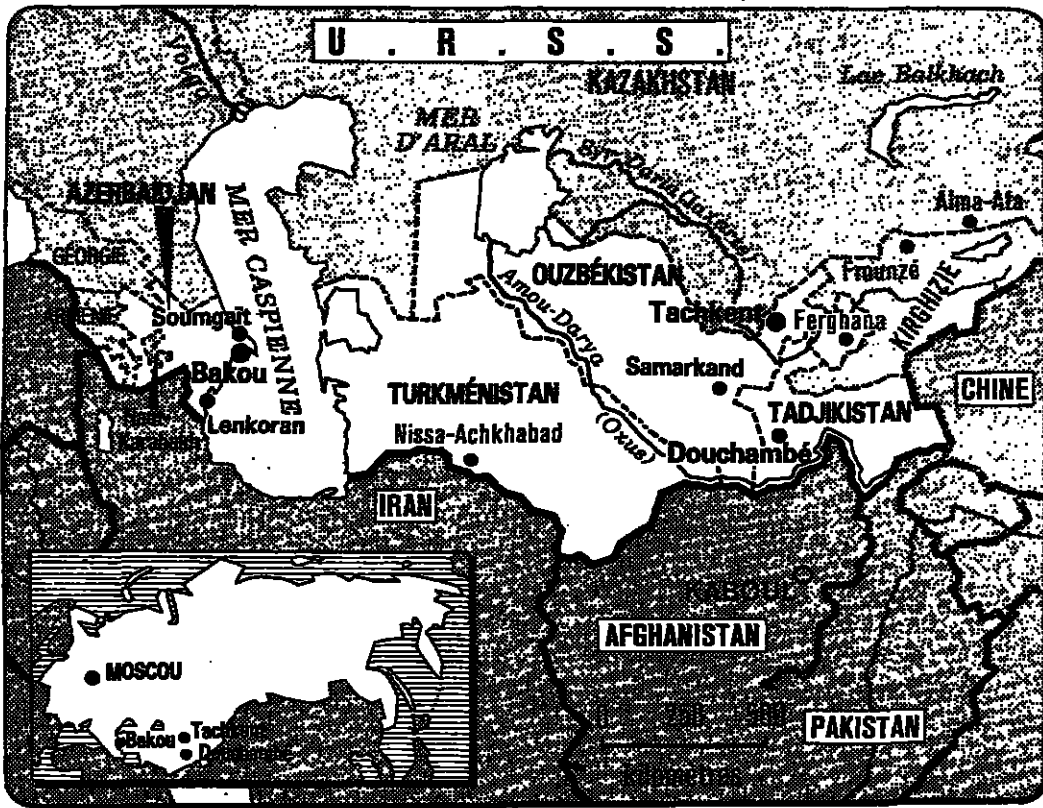
Signe des temps, l'organe du ministère de la défense, l'*Étoile rouge*, publie ce même samedi, et en première page aussi, un article d'un officier qui écrit tranquillement que l'idée d'un régime présidentiel « est prématurée ». Il s'agit là d'un projet défendu par M. Gorbatchev, qui, en se dotant, comme chef de l'Etat, de pouvoirs étendus, espère marginaliser la direction du parti. En d'autres termes, l'*Étoile rouge* se démarque ouvertement de M. Gorbatchev, le jour même où la Pravda

insiste, de son côté, sur la nécessité de passer à un régime présidentiel.

En d'autres temps, cela aurait signifié que les jours du secrétaire général étaient comptés. Aujourd'hui cela signifie seulement que tous les masques tombent, que la bataille est totale, ouverte, et divise tout le pays - y compris l'armée qui n'est absolument pas monolithique.

Bataille au Parlement

Et cette bataille - celle de la dernière chance pour l'actuel appareil - sera féroce. Il y aura un vainqueur et un vaincu, car en cinq ans les conservateurs ont beaucoup appris. Au lieu, par exemple, de prendre position contre le multipartisme, l'article de l'*Étoile rouge* se contente de déplorer que le projet de plateforme que M. Gorbatchev a fait adopter par le comité central ne consacre pas « une ligne aux idéaux communistes » et ne spécifie pas que les nouveaux partis doivent avoir une base socialiste.



A la guerre civile dans laquelle glissent des Républiques entières répond une guerre politique au sommet et l'énorme marais du Parlement va maintenant être l'enjeu d'une bataille entre la gauche et la droite. Que les conservateurs gagnent, et l'on pourrait assister à l'énorme paradoxe d'une défaite de M. Gorbatchev non pas devant l'appareil du parti mais devant ce Parlement qu'il a lui-même créé en organisant, l'année dernière, les premières élections partiellement libres de l'histoire de l'URSS. On n'en est pas encore là, mais si la gauche ne laisse pas un minimum de répit au secrétaire général, si elle ne l'aide pas à calmer le jeu dans le pays, sa marge de manœuvre va se réduire plus encore et davantage.

Car dans tout le pays la contestation monte. Ce samedi après-midi, Moscou devait ainsi connaître sa première manifestation contre des responsables locaux du parti, ceux des quartiers Kirov et Babouchinski, accusés de sympathie pour l'extrême droite et de partialité dans la préparation des élections. Dans certaines villes, comme à Volgograd, cette destitution par la base des autorités locales s'accompagne de la mise en place de véritables doubles pouvoirs. Vendredi, la Pravda en est ainsi arrivée à appeler les cadres locaux à ne pas démissionner au premier meeting de protestation, car s'accroître ainsi, expliquant le quotidien, l'idée que tout dirigeant du parti est coupable de malversations ou d'impéritie.

L'édifice craque. Contrariée par les conservateurs, la course de vitesse entre le chaos et les changements institutionnels voulus par M. Gorbatchev devient de plus en plus haletante, et s'il y a un front des conservateurs, organisé et intelligemment organisé, les réformateurs, eux, avancent en ordre dispersé.

BERNARD GUETTA.

Les cicatrices de Bakou

Suite de la première page

Ce désarmement de la milice avant les pogroms est maintenant invoqué à Bakou, notamment par le FPA, comme une des preuves d'un complot orchestré par le Krenin et le KGB pour discréditer le mouvement démocratique azeri. Une autre, plus sérieuse, étant que tout Bakou était prévu deux jours à l'avance que des pogroms allaient commencer le 13, ce qui a incontestablement sauvé les vies de beaucoup de ces Arméniens qui se sont réfugiés préventivement chez des amis azéris ou russes. Où était le KGB, en effet ?

« Le Krenin et le KGB ont surtout contribué, avec succès, à rendre le mouvement national-émancipateur », affirme pour sa part l'écrivain Yossif Samed-Ogly, représentant de l'aile « modérée » au sein de la direction du FPA. Le récit qu'il en fait, dans son appartement du centre-ville au pied duquel les patrouilles en armes ont remplacé les pilules, laisse ouverte la question de savoir s'il s'agit d'un plan machiavélique de forces anti-pogromistes ou du résultat du désarroi et de l'incompétence totale des dirigeants locaux du parti.

Un nostalgique du panturquisme

L'ex-premier secrétaire Vezirov, après s'être opposé tant qu'il pouvait à la reconnaissance du FPA - « les prétendus informels sont un side idéologique », déclarait-il lors d'un plénum en juillet dernier à Moscou - s'est appuyé depuis l'autonomie sur les dirigeants les plus radicaux du Front, ceux qui prouvent une « lutte de libération nationale » mais qui présentent l'avantage pour les autorités d'avoir acquis le pouvoir sur les foules. Au fil des meetings, des grèves générales, de la « guerre » autour du Ham-Karabakh, des violations de frontière impunies pour retrouver les Azéris d'Iran et, finalement, les prises de pouvoir par le Front - avec occupation des sièges du parti dans deux villes du Sud, Djallabad et Lenkoran, les modérés tenants de la voie parlementaire, sur le modèle bulgare, étaient soit

écartés du Front, soit marginalisés.

M. Vezirov peut difficilement être soupçonné d'avoir directement travaillé contre M. Gorbatchev, qui lui avait confié l'Azerbaïdjan au début de la crise du Caucase, pour l'avoir connu quand tous deux faisaient carrière dans les Komsomols. Or, le 12 janvier, alors que des manifestants réclamaient sa démission, il annonce à la télévision avoir conclu un accord avec un représentant de la ligne radicale du Front, son président Aboulfiaz Aliiev, un orientaliste de cinquante-trois ans nostalgique du panturquisme. Le 13, la télévision locale a transmis le passage du discours d'Aliiev à la foule annonçant la création, avec l'accord de Vezirov, du Comité national de défense, la ligue armée du Front dont la liquidation sera plus tard la tâche assignée officiellement à l'armée dans Bakou. Le maire de la ville annonçait pour sa part à la tribune que les Azéris appartenant aux vacanciers arméniens seraient attribués aux mal-logés, avant tout aux quelque 200 000 réfugiés azéris expulsés en novembre et décembre 1988 des campagnes d'Arménie, les « Erz », ou Azéris d'Erevan, comme on les appelle à Bakou. Les pogroms commencent dès la fin du meeting, les Erz n'étant pas en reste pour y prendre part, selon tous les témoignages.

Pendant que le sang coulait, les représentants du bureau politique, dont le gorbatchévien Evgeni Primakov, présents à Bakou depuis plusieurs jours, roussaient encore le recours à l'armée au profit d'un renforcement des Forces de l'intérieur, dépendant du ministère du même nom. Mais celles-ci n'avaient toujours pas d'ordre pour intervenir, affirmant maintenant ses contingents amenés dans la ville soient bloqués par les manifestants dans leurs casernes, que la foule assigne le comité central du parti, menace de le prendre d'assaut et anéantir deux potences destinées à ses dirigeants pour que l'armée fasse son entrée sanglante à Bakou le 19 à minuit.

Les hésitations et les conflits entourant, encore une fois, cette décision et son exécution sont confirmées par tous les témoi-

gnages. L'armée craignait une résistance violente et ne voulait pas annoncer l'heure de son intervention. Le journaliste de la radio Lazarevitch, convoqué à 20 heures par le futur commandant militaire de Bakou pour enregistrer son adresse annonçant a posteriori l'instauration de l'état d'urgence, a été retenu dans les locaux des militaires jusqu'à six heures du matin le lendemain, heure à laquelle il put se rendre à la radio diffuser l'adresse du commandant. Or un des jeunes dirigeants « durs » du Front, Elchibar Mamedov, celui qui avait organisé le blocage des entrées de la ville par la population, était prévu le 19 dans la soirée par l'adjoint de M. Vezirov que les troupes arrivaient. Mamedov s'apprêtait à prendre la parole à la télévision à 20 heures pour, estimant d'anciens dirigeants du Front, appeler la population à la résistance. Seule l'explosion du bloc électrogène de la radio-télévision, provoquée, selon des témoignages fiables, par des soldats et non par les « extrémistes », comme le dira l'agence Tass, l'a empêché de le faire.

Des tirs aveugles

L'armée a été de fait accueillie par des tirs de dizaines de « snipers » sur les toits, selon les meilleures estimations. Aucun n'aurait été arrêté. Les soldats, jeunes appelés et réservistes russes, dont une quinzaine au moins sont morts, ont souvent répondu par des tirs aveugles, faisant plus de 120 victimes, dont quelques femmes et enfants, ainsi qu'un médecin - mitraillé dans son ambulance - c'était la fin de la « Commune de Bakou » et le début de la remobilisation des Azéris autour de leurs martyrs, contre l'armée russe d'occupation.

Vezirov était évacué vers Moscou, un plénum local normalement à

sa place un ex-ministre de l'industrie légère - un des postes les plus « juteux » d'Azerbaïdjan, selon ses habitants - et donnait la direction du gouvernement - au candidat favori du Front populaire. « Nous enlèverons Vezirov, mais pas sous votre pression », avait pourtant déclaré M. Primakov, recevant des membres du Front.

M. Gassanov Gassanov, le nouveau premier ministre, est un homme du « clan Aliiev », l'ex-chef du KGB puis du parti azerbaïdjanais qui s'est retiré au bureau politique dans le camp des adversaires de Gorbatchev et en fut écarté en 1987. Une campagne fut alors lancée contre lui, ce qui lui rendit des sympathies populaires en Azerbaïdjan. M. Gassanov fut repris dans la direction du parti local après avoir su stopper une foule d'Azéris qui voulaient attaquer une localité arménienne du Karabakh, au début du conflit. En janvier, il a soutenu l'action contre la frontière soviéto-iranienne lors d'une réunion en présence des envoyés de Moscou, la comparant à la destruction du mur de Berlin. Cette action avait pourtant été désavouée par les « modérés » du Front, qui y voyaient une provocation et s'expliquent toujours mal par quel miracle les soldats des frontières n'ont pas tiré. L'action était organisée par Nemai Panakhov, un ouvrier sachant enflammer les foules mais qui a fini par être exclu de la direction du Front.

Des quinze membres de celle-ci, seul Mamedov a été arrêté, à Moscou, après y avoir annoncé aux journalistes qu'un « second Afghanistan » commençait en Azerbaïdjan et qu'il était habilité à négocier avec les autorités. Il serait inculpé de « tentative de coup d'Etat », le terme par lequel M. Gorbatchev a fini par caractériser ce qui s'est passé à Bakou.

Les arrestations ont en revanche touché beaucoup de dirigeants locaux du Front, notamment à Lenkoran et Djalli-

abad - où elles se sont soldées par la mort d'au moins deux membres du Conseil de défense nationale », dont Mamedov. Mais deux de ses autres membres, Panakhov et Aliiev - le président du FPA qui avait annoncé la création de ce Conseil - sont toujours libres, « clandestins », dit-on à Bakou.

Les treize autres dirigeants du Front se réunissent à l'Académie des sciences d'Azerbaïdjan, où des officiers viennent leur demander d'appeler à la reprise du travail. Le Front refuse tant qu'il n'aura pas un calendrier du retrait des troupes. La grève, qui touche toutes les grandes entreprises d'Azerbaïdjan à l'exception des raffineries, pourrait durer les quarante jours de deuil du rite musulman, qui s'achèvent, par une coïncidence macabre, le 28 février, jour du deuxième anniversaire du début des pogroms de Soumgaït.

Le « cimetière des martyrs »

Les Russes de Bakou - il en reste quelque 300 000, après l'évacuation de 40 000 membres des familles des militaires de la région - tremblent à l'approche de cette date et ceux qui peuvent quitter Bakou le font, mais ils sont une petite minorité. Les Juifs de la ville, accueillis en Israël à bras ouverts, partent également en masse. L'Azerbaïdjan se trouve privé des meilleurs contingents de ses techniciens, médecins ou professeurs. L'inquiétude de la « bourgeoisie nationale » s'exprime par la création d'une Association des habitants de Bakou, avec pour programme l'expulsion de la ville, non plus de ses minoritaires, mais des réfugiés « Erz », accusés, entre autres maux, de vouloir imposer des mœurs islamiques à l'ex-ville cosmopolite.

Pour l'instant, les patrouilles armées circulent toujours dans la

ville dont chaque fenêtre arbore un drapeau noir, des soldats en armes sont présents dans tous les bâtiments officiels et l'armée, ses censeurs et autres officiers assurent la réalité du pouvoir. Les attaques isolées contre l'armée, que la presse de Moscou a un peu rapidement qualifiées de « guerre de partisans », ont pratiquement cessé, en tout cas à Bakou.

Le Front, que la présence de l'armée expose à la menace d'être débordé par des groupes qu'il ne contrôle pas, notamment islamistes, envisage de modifier son programme pour remplacer l'objectif de « souveraineté » par celui d'« indépendance ». Il cherche en même temps à convaincre les militaires qu'il est capable d'assurer la sécurité des Russes une fois les soldats partis. Une promesse que les responsables de la milice locale ne se risquent pas à faire pour leur part et qui est assez mal venue de la part de dirigeants d'un mouvement qui n'ont rien pu faire contre les pogroms antérieurs. Dans leurs ex-locaux, étaient affichées des listes d'Arméniens avec leurs adresses et la mention « toujours employé » par tel organisme...

« Notre but est de sortir de la crise avec le moins de sang possible, dans le cadre d'une Fédération rénovée, au moment où, que nous le voulions ou non, le dernier empire s'écroule », continue à affirmer l'écrivain Samed-Ogly, qui a choisi de rester au sein du Front, contrairement à un autre petit groupe, qui, dénonçant sa dérive « fasciste », le quittait pour un « parti social-démocrate ». Les radicaux restent pour l'instant la force dominante du Front. Ils sont ceux qui savent parler à la foule qui défile chaque jour par milliers devant les tombes du « cimetière des martyrs », sur la colline qui domine la baie. Un exutoire réservé, au sein de l'état d'urgence, à l'expression populaire de la haine des « occupants russes » et aux retrouvailles avec la tradition chite. Sur une estrade, un mollah récite le Coran, les femmes crient et pleurent en arrivant devant les tombes ensevelies sous les ornières rouges, alors que les contacts se nouent, notamment avec les délégations venues des autres villes, voire de la Géorgie voisine : le rite du pèlerinage s'installe. Comme en Iran à l'aube de la révolution islamique, ont estimé des observateurs qui l'ont connue.

SOPHIE SHIMAB

Le ministre de la défense est contraint de démissionner

La Pologne veut avoir son mot à dire sur la réunification allemande

Le premier ministre néerlandais appuie les revendications de Varsovie

■ COREE DU SUD : *accords avec la Bulgarie et l'URSS.* — La Corée du Sud et la Bulgarie sont convenues d'établir des relations diplomatiques, a annoncé samedi 27 février un responsable du ministère des Affaires étrangères. Sofia est la quatrième capitale de l'Est, après Budapest, Varsovie et Belgrade, à reconnaître la Corée du Sud. D'autre part, Moscou et Séoul ont conclu un accord pour l'instauration de relations aériennes directes et le suivi des deux territoires respectifs, a-t-on appris de source autorisée sud-coréenne. La Korean Airlines pourrait ainsi faire escale à Moscou dès le mois prochain. (A.F.P., Reuter.)

Les enfants des travailleurs d'une centrale nucléaire seraient davantage exposés aux risques de leucémie

DOMINIQUE DHOMBRES

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

M. Reagan a témoigné à huis clos sur l'affaire de l'« Irangate »

□ Le tryptophane a déjà fait 14 morts aux États-Unis. — Selon un nouveau bilan établi par le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta, aux États-Unis, au moins quatorze personnes sont décédées et mille deux cents autres ont été atteintes du syndrome d'« éosinophilie-myalgie » dû à l'absorption de produits contenant du L-tryptophane (*Le Monde* du 31 janvier).

Le Monde

MARDI 20 FÉVRIER 1990 (DATÉ MERCREDI 21)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

« SECTEURS DE POINTE »

**14 pages d'offres d'emploi
pour les ingénieurs de production,
les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...**

**PILE
SEPARÉE**

ATTENTION : ce supplément gratuit est
publié en cahier séparé.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : afin de lever les obstacles aux négociations

L'ANC est prêt à rencontrer M. De Klerk

Deux semaines après son discours « historique » devant le Parlement, le président Frederik De Klerk a reçu une réponse plutôt encourageante de ceux auxquels il s'était alors adressé. Réuni pendant trois jours à Lusaka (Zambie), où se trouve son quartier général, le comité exécutif du Congrès national africain (ANC) a en effet annoncé, vendredi 16 février, sa décision d'envoyer « dès que possible » une délégation au Cap pour y rencontrer le chef de l'Etat afin de lever les derniers obstacles qui empêchent l'ouverture des pré-négociations. Cette délégation sera composée de membres du mouvement nationaliste qui vivent soit en Afrique du Sud, soit en exil.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

L'ANC a de nouveau fait référence aux conditions inscrites dans la déclaration de Harare du mois d'août dernier au nombre desquelles figurent la levée complète de l'état d'urgence et la libé-

ration de tous les prisonniers d'opinion. Selon la Commission des droits de l'homme, moins de 5 % des quelque trois mille détenus politiques - quatorze ont été relâchés depuis le début du mois - répondent aux exigences posées par M. De Klerk pour bénéficier d'une remise de peine, à savoir ne pas avoir commis de violence.

L'ANC, qui réunira sa conférence nationale le 16 décembre prochain en Afrique du Sud, a indiqué qu'il allait préparer le retour au pays de ses responsables et encourager les milliers d'exilés à rentrer chez eux. Il a d'autre part confié à Walter Sisulu, l'ancien secrétaire général libéré le 15 octobre dernier, la mission de rebâtir en Afrique du Sud, les structures du mouvement national qui a vécu pendant trente ans dans la clandestinité.

Les critiques de M. Buthezi

Le Front démocratique uni (UDF) et ses affiliés, qui lui servaient de couverture légale, restent en place pour le moment, de même que continuera d'exister « l'alliance historique » conclue avec le Parti communiste. L'ANC a d'autre part demandé qu'il soit mis un terme au « carnage fratricide » qui oppose dans la province du Natal ses sympathisants

aux partisans du mouvement zoulou Inkatha du chef Buthezi (le Monde du 7 février).

Depuis la légalisation de l'ANC, les combats ont redoublé entre factions noires rivales qui cherchent à gagner du terrain, à se placer en position de force en prévision de négociations. Selon les sources locales du Parti démocrate, ces affrontements ont fait depuis le début de l'année plus de quatre cents morts. Le gouvernement a dépêché sur place en renfort un millier de soldats qui ont été acclamés à leur arrivée dans les townships d'où pourtant l'ANC réclame leur retrait.

Nelson Mandela est-il en mesure de calmer le jeu ? Le chef Mangosuthu Buthezi vient, en tout cas, de lui reprocher de « sérieuses erreurs de jugement » pour avoir affirmé que la police sud-africaine soutenait l'apartheid. « Ce genre d'insinuations est intolérable », s'est-il plaint.

Pendant ce temps-là, le « camarade Nelson » reçoit presque sans discontinuer dans sa petite maison de Soweto, Figatari, vendredi au nombre des visiteurs, l'ambassadeur de France, M. Jacques Dupont. Quelques jours avant sa libération, M. François Mitterrand avait fait remettre un message de sympathie au chef historique de l'ANC. Ce dernier a aussi

rencontré, à leur demande, dans un hôtel de Johannesburg, les membres du corps diplomatique venus lui présenter leurs respects pour ne pas dire leurs lettres de créances. « Il a été souverain, raconte un diplomate occidental, admiratif. L'Afrique du Sud a désormais deux chefs d'Etat... »

Nelson Mandela, qui n'a pas assisté à la réunion du comité exécutif, a indiqué qu'il se rendait à Lusaka jeudi prochain. Pour l'heure, il multiplie les entretiens avec les médias qui jouent des coudes pour forcer sa porte. Il a ainsi apporté des nuances qui vont le plus souvent dans le sens de la modération, à première déclaration officielle.

Un maître-mot dans sa bouche : compromis. « Tout est négociable », répète-t-il, que ce soit le système, un homme, une voix, qui effraie les Blancs conservateurs, ou l'épineuse question des nationalisations, qui met en émoi les milieux d'affaires. « Si vous dites qu'un problème particulier n'est pas négociable, a-t-il affirmé au Weekly Mail, un hebdomadaire libéral sud-africain, vous déterminez tout le processus de négociations. »

JACQUES DE BARRIN

ASIE

CHINE : passant outre aux aspirations de la population

Pékin a imposé un projet de Constitution qui réduit à néant l'autonomie de Hongkong

Le projet de loi fondamentale devant régir Hongkong après sa rétrocession à la Chine au 1^{er} juillet 1997 a été définitivement scellé, avec une concession symbolique de la part de Pékin. Celle-ci autorise l'élection au suffrage universel d'un tiers des membres de la future assemblée locale aux termes des travaux du comité mixte qui se sont conclus vendredi 16 février à Pékin. M. Deng Xiaoping a salué, samedi 17 février, la portée « historique » de cet événement.

PEKIN

de notre correspondant

Dans une culture où les symboles sont rois, le motif du drapeau de la future « Région administrative spéciale » se levait d'être méticuleusement pesé. Il a donc fallu près de trois ans, depuis mai 1987, pour donner à la population de la colonie britannique l'illusion qu'on la consultait.

L'étendard se devait d'illustrer la formule célèbre de M. Deng Xiaoping, « un pays, deux systèmes » pour désigner la persistance du capitalisme de la colonie britannique après que son gouverneur aura salué, une ultime fois,

l'Union Jack avant de le plier pour le transporter à Londres. Aucune des 4 489 variations sur ce thème élaborées par des artistes locaux - associant généralement des floritures variées au rouge communiste et au bleu capitaliste - ne satisfaisant la tâtillonne République populaire, c'est cette dernière qui a tranché en proposant trois motifs.

C'est en fin de compte un drapeau entièrement rouge, frappé d'une fleur baobab blanche aux cinq pétales eux-mêmes marqués de petites étoiles rouges, évoquant les cinq étoiles du drapeau de Pékin, qui a été retenu pour démontrer, dans le langage de rigueur, « le caractère inséparable de Hongkong avec la Chine », « sa prospérité dans le sein de la mère-patrie » et « l'amour de sa population » pour cette dernière.

« L'abdication » de M^{rs} Thatcher

Les frères botanistes suisses J. et C. Baubin qui, à en croire le Petit Robert, avaient découvert au dix-huitième siècle cette fleur rare de la famille des papilionacées sur un arbuste des Indes, en donnant un fruit à gousses bivalves », n'imaginaient sans doute pas qu'elle en arriverait à symboliser tant d'espoirs deus millions et demi de Hongkongais.

Le « haut degré d'autonomie » promis jadis à Hongkong s'exercera dans le cadre érigé d'une

« petite démocratie » comme la concevait M. Deng : vingt sièges seulement sur les soixante de la future assemblée seront soumis au scrutin universel, deux de plus que le projet initial, mais bien moins que ne l'auraient souhaité les milieux libéraux, devenus plus actifs depuis que la Chine a été déclarée « printemps de Pékin » l'an dernier. Le reste sera attribué soit directement par Pékin, soit par des organisations socioprofessionnelles que tout porte à soupçonner d'être manipulées par la Chine. En 1999, le total des députés élus sera porté à vingt-quatre, et, en l'an 2003, à trente. La mini-Constitution pourra être amendée à partir de 2007.

Les représentants de Hongkong au sein du comité constituant de quarante-neuf membres dont Pékin avait écarté les personnalités les plus libérales se sont déclarés satisfaits d'avoir obtenu « des concessions » de la Chine. A la Chambre des Communes, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, s'est défendu, face aux accusations de l'opposition, d'avoir « totalement abdicqué devant la Chine », arguant de ce que le processus de démocratisation finalement adopté « représentait une amélioration considérable » par rapport aux projets antérieurs.

Dans la rue, à Hongkong, trois mille étudiants ont défilé pacifiquement, sous surveillance policière renforcée, aux cris de « A bas la Constitution despotique », depuis le centre des affaires jusqu'au siège local de l'Agence Chine nouvelle, la représentation non officielle de la Chine populaire, pour y brûler des exemplaires du projet de loi fondamentale. Ils ont cependant échoué à attirer dans leur manifestation l'homme de la rue, revenu à sa résignation politique légendaire depuis que le continent communiste a fait comprendre, par ses affrontements de sourils répétés, qu'il ne tolérerait pas de voir Hongkong devenir une plateforme « subversive ».

Le projet de loi doit être promulgué par le Parlement de Pékin à sa session prochaine, qui s'ouvre en mars. A la suite quoi il ne restera plus aux milieux nantis de la colonie, en fait de scrutin démocratique, qu'à voter avec leurs pieds, en prenant le chemin de l'exil en nombre croissant. La Chine héritière de la tradition impériale à eu ce qu'elle voulait, peu lui importe le prix.

FRANCIS DERON

INDONÉSIE

La Haye a protesté contre l'exécution de quatre détenus politiques

Le ministre des affaires étrangères néerlandais a protesté contre la récente exécution de quatre détenus politiques indonésiens (le Monde du 17 février), à l'indiqué vendredi 16 février son porte-parole à La Haye. Ces exécutions ont été confirmées annoncées officiellement samedi par les autorités indonésiennes, après avoir été annoncées de source diplomatique occidentale à Djakarta.

Elles ont par ailleurs été condamnées par les organisations humanitaires Amnesty International et Asia Watch. Cette dernière, qui a récemment publié un rapport sur la répression en Chine (le Monde du 9 février), rappelle que ces détenus politiques ont été exécutés après vingt-cinq ans en prison au moment où, en Afrique du sud, M. Nelson Mandela était libéré au bout de vingt-sept ans.

En effet, les quatre hommes, anciens membres de la garde présidentielle de Sukarno, avaient été arrêtés après le coup du 30 septembre 1965 et condamnés à mort, entre 1969 et 1971, pour avoir participé à l'assassinat de six généraux. Il s'agit de Simon Petrus Soelaiman, Yohannes Surono, Satar Sujanto et Noor

Robayan. « Ils n'étaient que de simples assistants et des personnes plus importantes, condamnées pour une tentative de coup d'Etat, sont toujours en vie », déplore-t-on dans les milieux ecclésiastiques de Djakarta. Deux autres condamnés politiques auraient été exécutés l'an dernier : ils s'ajoutent à trois exécutés en 1985, dix en 1986, deux en 1987 et en 1988. Il resterait encore une dizaine de condamnés à mort politiques dans les prisons indonésiennes.

[Un quart de siècle après le putsch de 1965, le général Suharto, qui a pourtant ouvert son régime dans le domaine économique, et, dans une moindre mesure, politique, qui s'est rendu à Moscou et est en train de renouer avec Pékin, se refuse toujours à pardonner. Des mesures administratives et policières empêchent la réintégration dans la société des anciens prisonniers politiques liés au PKI, ou « Tapol ». A l'heure où le monde communiste se démocratise, ou la Roumanie, par exemple a aboli la peine de mort, ou l'Afrique du sud libère M. Mandela, le temps n'est-il pas enfin venu pour l'Indonésie de tirer un trait sur le passé et de respecter scrupuleusement les droits de l'homme ?]

P. DE B.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : à l'issue de très violents combats

La milice de M. Geagea a perdu l'un de ses fiefs

Le gouvernement français a appelé, vendredi 16 février, à l'arrêt des combats entre forces chrétiennes au Liban, afin d'ouvrir la voie à une solution politique fondée sur le ralliement autour des autorités légales et à la réunification de l'armée.

BEYROUTH

de notre correspondant

L'armée du général Aoun a pris, vendredi 16 février, Aïn Remmaneh, fief des forces libanaises à Beyrouth-Est, et les quartiers attenants de Furn-Chebbak et Tahwita, à l'issue d'une offensive féroce qui a duré deux jours. Combats et bombardements se sont ensuite arrêtés dans tout le secteur chrétien, après des escarmouches dont l'objet était de dessiner la nouvelle ligne de front entre l'armée et la milice chrétienne, qui passe désormais au pied de la colline d'Achrafieh, juste sous l'hôtel-dieu de France.

Où se situera la prochaine phase de la « guerre des chrétiens » ? A Beyrouth même, c'est-à-dire à Achrafieh, cette fois, ultime quartier tenu par les forces libanaises de M. Samir Geagea, ou bien au Kesrouan qui, s'il tombait entre les mains du général Aoun, lui assurerait une victoire définitive, y compris dans le réduit de Beyrouth, alors définitivement pris en étau ? Le général en décide car il détient l'initiative sur le terrain, et le moral de ses troupes est gonflé par les succès, malgré des pertes sérieuses : 65 morts déjà annoncés à la télévision avant la bataille d'Aïn Remmaneh. Les forces libanaises en ont sûrement plus : pour une fois dans la guerre du Liban, les combattants paient un lourd tribut, alors que d'habitude ils sont à peine touchés par les hostilités qu'ils déclenchent. Cela étant, la population civile demeure la principale victime puisque 586 morts et plus de 2 000 blessés ont été dénombrés depuis dix-sept jours que dure cette lutte à mort.

Une bataille délicate

Aïn Remmaneh « libérée » par l'armée - la station de télévision du général a montré des habitants accueillant les soldats à bras ouverts - est ravagée par les combats dont elle a été le théâtre. A chaque nouvel épisode de la guerre du Liban, on dit que jamais cela n'a été aussi terrible auparavant. On le dit une fois de plus. Et, malheureusement, c'est vrai une fois de plus. Zone très dense aux ruelles étroites et entrecroisées, il est, de tous les quartiers du secteur chrétien, le plus habi-

tué à la guerre puisque celle-ci y a commencé le 13 avril 1975. Il en portait les stigmates, il en porte désormais le sceau : il n'y a pratiquement plus d'immeubles intacts. Des cadavres de militaires, mais surtout d'habitants, sont encore, au dire des voisins, sous les décombres. Ce fut l'enfer.

Les autres quartiers de Beyrouth-Est, Achrafieh notamment, qui ont également été le théâtre de la délicate bataille des dernières quarante-huit heures, ne présentent pas l'image d'une telle désolation, mais ils sont aussi durement touchés. On y voit, de jour en jour, s'étendre les ruines de la guerre. Dans les rues où l'on n'a plus ni le temps ni le courage de ramasser les gravats, cette cascade de voiture date de la semaine passée, mais celle-ci n'existait pas la veille. Le trou béant de l'appartement du cinquième est « ancien », c'est-à-dire qu'il remonte à quelques jours, mais celui du septième est tout nouveau. Chacun dans sa rue faisait, samedi 17 février, le constat des dégâts. Pour rien... Simplement pour se rendre compte où sont tombés les obus qui ébranlaient jusque dans ses soubassements l'immeuble où l'on était terré. Et pour constater, parfois, qu'ils étaient tombés chez soi.

Samedi matin, tout était calme. Le patriarche maronite, Mgr Sfeir, qui s'est rendu auprès de lui, a obtenu du général Aoun un cessez-le-feu dont les miliciens de M. Samir Geagea - sur la défensive pour ne pas dire aux abois - étaient demandeurs. Le général ayant dit au patriarche que son combat n'est pas entre une force chrétienne et une autre, mais entre « les forces du bien et celles du mal », la balance militaire penchait de plus en plus en sa faveur, il ne devrait pas accepter moins qu'une reddition de la milice à ses conditions, c'est-à-dire la disparition de son appareil militaire.

Le chef des FL, M. Geagea, a fait appel « à la légalité libanaise », demandant au président de la République, M. Elias Hraoui (sans le nommer), d'assumer ses responsabilités et d'intervenir « avec les moyens disponibles ». Pour autant que l'on sache, le président Hraoui voudrait bien saisir l'occasion de tenter d'éliminer le général Aoun, tout en apparaissant comme l'homme ayant « sauvé les chrétiens » de la guerre et du désastre politique.

Reste à connaître la position des Syriens - sans lesquels M. Hraoui ne peut rien décider - considèrent-ils que le fruit est suffisamment « mûr » pour cueillir le réduit chrétien ou estiment-ils préférable d'attendre encore une bataille ou deux ?

LUCIEN GEORGE

ISRAËL

L'ONU demande que les immigrants ne soient pas installés dans les territoires occupés

Les Nations unies ont demandé, vendredi 16 février, à Israël que les immigrants arrivant dans ce pays ne soient pas installés dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. La commission des droits de l'homme de l'ONU a voté, par 42 voix et une abstention (les Etats-Unis), une résolution déclarant que la politique israélienne sur l'installation de colonies de peuplement en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans le Golan était illégale. Les Etats-Unis, bien que s'étant abstenus, ont qualifié les colonies de peuplement d'« obstacles à la paix ».

Par ailleurs, des groupes juifs américains ont signé vendredi avec le gouvernement des Etats-Unis un accord par lequel ils prendront en charge cette année les frais d'émigration de huit

milliers d'immigrants - en bonne partie juifs - dans ce pays. En plus de son quota annuel de 40 000 réfugiés soviétiques, le gouvernement américain avait décidé d'en laisser entrer au maximum 10 000 si un financement privé pouvait être obtenu pour couvrir les coûts de transport et d'installation pendant les deux premières années de leur séjour aux Etats-Unis.

Le problème de l'installation des juifs soviétiques dans les territoires occupés - qui préoccupe les pays arabes et plus particulièrement les Palestiniens - a, d'autre part, été évoqué à Moscou lors d'un entretien de deux dirigeants de l'Olp, MM. Mohammad Abbas et Suleiman An Najjab, avec M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères. (AFP, Reuters.)

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

CEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

POLITIQUE

Une enquête de la SOFRES

Le mouvement de M. Chirac est marqué par une fracture entre ses cadres et un décalage entre ceux-ci et son électorat

Après avoir publié les résultats d'une enquête de la SOFRES auprès des cadres du mouvement des Verts (le Monde du 28 novembre) et avant de procéder à la même étude auprès du PS, à l'occasion du congrès de ce parti, nous publions, aujourd'hui, une enquête réalisée par cet organisme auprès des cadres du RPR, lors des récentes assises nationales du Rassemblement. Le décalage entre l'encadrement de ce parti et son électorat, le raidissement idéologique des militants, la réelle divergence politique entre les partisans des deux motions en présence et le « ciment » constitué par la personne de M. Jacques Chirac forment les traits dominants de cette étude.

L'étude de la SOFRES révèle une distorsion significative entre les préoccupations politiques de l'électorat du mouvement chiracien et celles de ses cadres. Ainsi la création d'emplois, qui est la « première » priorité de l'électorat (enquête de cet institut en septembre 1989), n'occupe-t-elle que le quatrième rang dans l'ordre des priorités des cadres. L'ordre est exactement inverse pour le problème de l'immigration !

Ce décalage met en évidence la percée idéologique de M. Jean-Marie Le Pen parmi les militants RPR les plus motivés. Il est encore plus remarquable sur un thème dont la connotation est tout à la fois nationaliste et gaulliste : le rôle de la France dans le monde. Deuxième préoccupation de l'encadrement du RPR, elle n'arrive qu'en neuvième position dans son électorat.

Raidement idéologique

Le déphasage entre les deux éléments constitutifs du RPR apparaît également dans l'appréciation portée sur le PS. En octobre dernier, une enquête de la SOFRES montrait que 60 % de l'électorat RPR jugeait faibles ou très faibles les différences entre la droite parlementaire et les socialistes (53 % avaient une opinion opposée). En février, 85 % des cadres estiment très grandes ou assez grandes ces mêmes différences (11 % ont l'opinion inverse).

Au moment où des voix s'élèvent pour prôner l'union de l'opposition, on constate que les cadres RPR ont une mauvaise image de l'UDF, affaiblie de qualificatifs peu élogieux : « mou, élitiste et dévoyé ». Le jugement réservé aux centristes (CDS) est encore plus sévère : l'hostilité à leur égard pousse les cadres du mouvement à donner une meilleure note de sympathie aux Verts.

Ces quelques observations met-

tent en évidence une radicalisation idéologique de l'encadrement du parti chiracien. Celui-ci est obsédé par la nécessité de reconquérir l'électorat passé au Front national, ce qui le conduit à ne pas pratiquer un rejet absolu du candidat d'extrême droite, dans l'hypothèse où ce dernier est opposé, lors d'une élection, à un candidat centriste, socialiste ou communiste. Dans chacun de ces cas, le FN obtient respectivement chez les cadres RPR 21 % (contre 50 %), 40 % (contre 6 %) et 47 % (contre 1 %).

La raideur idéologique du cadre RPR se manifeste, aussi dans ses choix, lorsqu'il établit la trame d'un programme politique. Il se déclare favorable au rétablissement de la peine de mort (73 %), hostile à la construction de mosquées (80%) et à l'avortement (58 %) ; il est partisan de la privatisation de Renault (92 %) et du corps du service public (93 %) ; il réclame la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (62 %).

La présentation de deux motions distinctes aux assises — celle de MM. Chirac et Juppé et celle de MM. Pasqua et Séguin — traduit une véritable ligne de fracture à l'intérieur du RPR. Une césure qui pourrait, du reste, à terme, mettre l'ancien ministre des affaires sociales de M. Chirac en porte-à-faux. Les cadres, selon qu'ils ont soutenu l'une ou l'autre des deux motions, n'ont pas la même vision du FN : plus sévère chez les chiraciens, elle est plus « tolérante » chez les pasquais. Face à l'UDF la réaction est inverse.

Cette ligne de partage se retrouve sur toutes les questions concernant le RPR lui-même. Pour les adeptes de la motion Pasqua-Séguin, leur mouvement est en « déclin » ; il aurait dû présenter sa propre liste aux élections européennes ; son fonctionnement est insatisfaisant, et les militants n'ont pas d'influence sur ses grands choix ; en clair, ils veulent un « nouveau Rassemblement ». Des réponses inverses sont données par les partisans de la motion Chirac-Juppé. Sur l'Europe, les premiers sont favorables à une confédération (44 %) alors que les seconds privilégient l'union politique (43 %).

Il n'en demeure pas moins qu'un « ciment » unit le RPR au clivage marqué : la personnalité de M. Chirac. Si les cadres RPR témoignent une fidélité certaine au maire de Paris (l'ancien premier ministre est « coiffé » par son ancien ministre de l'Intérieur chez les partisans de la motion Pasqua-Séguin), cela ne semble pas signifier que le mouvement partage toutes les opinions de son président. Au bout du compte, les cadres du RPR suivent M. Chirac mais ils « aiment » M. Pasqua, et la façon de ce dernier leur cache M. Séguin.

OLIVIER BIFFAUD

EN BREF

□ M. Debré contre la fusion de l'opposition. — M. Michel Debré, ancien premier ministre, affirme, dans l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*, que le RPR « ne peut se fondre dans un congrès où figurent des partisans de l'effacement national ». Il estime que « seul un RPR enraciné dans la tradition gaulliste pourra entraîner derrière lui la majorité de l'opposition ».

□ S'agissant des rivalités au sein du RPR, M. Debré « se félicite » que le mouvement gaulliste « garde un chef et que ce chef conserve toute sa légitimité ». Il soutient toutefois la position de MM. Pasqua et Séguin sur l'Europe, lorsqu'ils dénoncent, comme le maire d'Epinal, les « dictats » de la Commission de Bruxelles : « Dans ce domaine essentiel, seule la doctrine Séguin-Pasqua va, dit-il, dans le sens du gaullisme ».

□ Inauguration de l'exposition des tapisseries des Droits de l'homme à l'Assemblée nationale. — M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a inauguré, vendredi 16 février, dans la galerie des fêtes de l'hôtel de Lassay, l'exposition de sept tapisseries d'Aubusson consacrées à la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, réalisées à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, à partir de cartons du peintre Richard Texier.

M. Fabius a indiqué que l'une de ces tapisseries monumentales, intitulée « Et tous les matins du monde », acquise par l'Assemblée, resterait comme « un témoignage du bicentenaire » dans l'enceinte du Palais-Bourbon.

□ Election municipale du Luc (Var) : recours en annulation. — M. Jean-Louis Dieux, ancien maire socialiste du Luc (Var), a déposé, vendredi 16 février, auprès du tribunal administratif de Nice, un recours en annulation de l'élection municipale partielle du 11 février au cours de laquelle il a été battu de 22 voix par une liste d'alliance de la droite et du FN. Il a précisé que sa décision était motivée par des « irrégularités » constatées sur quarante bulletins et par un appel du CNI, paru dans la presse locale la veille du second tour, en faveur de la liste de M. Norbert La Rosa (RPR dissident), qui l'a emporté. M. La Rosa avait, entre les deux tours, passé un accord de fusion avec M. Sylviane Ventolini, tête de la liste Stop à l'immigration du Front national, aux termes duquel il avait inséré sur sa liste cinq candidats du FN en position éligible.

□ M. Rocard en week-end privé dans les Alpes. — Le premier ministre, M. Michel Rocard, fera un séjour privé, pendant ce week-end, dans les Alpes, à-4-on appris samedi 17 février à l'hôtel Matignon. Lundi, M. Rocard sera de retour à Paris pour présider le comité interministériel sur la reconstruction de la Guadeloupe avant de recevoir, dans l'après-midi, son homologue roumain, M. Petre Roman.

M. Séguin loin derrière

La note de sympathie pour les leaders politiques (de 0 à 10)

(Note moyenne)	Ensemble des cadres du RPR %	Motion Juppé-Chirac %	Motion Pasqua-Séguin %
DROITE			
Jacques Chirac	9,4	9,7	8,9
Charles Pasqua	7,7	7,0	9,0
Alain Juppé	7,3	8,2	5,7
Edouard Balladur	6,8	7,3	6,0
Jacques Chaban-Delmas	6,8	7,1	6,3
Bernard Pons	6,5	6,5	6,3
Jacques Toubon	6,4	6,7	5,8
Philippe Séguin	5,6	4,8	7,2
Michèle Barzach	5,5	6,4	3,9
Alain Carignon	5,0	5,6	3,8
François Léotard	4,8	5,1	4,3
Valéry Giscard d'Estaing	4,5	4,7	4,1
Michel Noir	4,3	4,7	3,4
Pierre Méhaignerie	2,3	2,6	2,0
Simone Veil	2,2	2,4	1,9
Raymond Barre	2,1	2,2	1,9
Jean-Marie Le Pen	2,1	1,8	2,7
GAUCHE			
Jacques Delors	3,2	3,3	3,1
Michel Rocard	2,2	2,2	2,2
François Mitterrand	1,3	1,3	1,3
Laurent Fabius	1,1	1,1	1,0
Jack Lang	0,9	0,9	0,9
Lionel Jospin	0,8	0,9	0,7
Georges Marchais	0,4	0,4	0,4
ÉCOLOGISTE			
Antoine Waechter	2,4	2,4	2,4

Pas de rejet absolu du Front national

Au second tour d'une élection, comment voteriez-vous si vous aviez le choix ?

	Ensemble des cadres du RPR %	Motion Juppé-Chirac %	Motion Pasqua-Séguin %
Entre un candidat centriste et un candidat Front national ?			
Centriste	50	53	43
Front national	21	16	32
Abstention	17	23	18
Sans réponse	9	9	3
Entre un candidat socialiste et un candidat Front national ?			
Socialiste	6	6	7
Front national	40	34	51
Blanc ou nul	35	40	26
Abstention	16	17	13
Sans réponse	3	3	3
Entre un candidat communiste et un candidat Front national ?			
Communiste	1	1	1
Front national	47	40	59
Blanc ou nul	33	38	24
Abstention	16	18	14
Sans réponse	3	3	2

Le Front national est « raciste » et l'UDF est « mou »

Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux que vous appliquez le plus, selon vous (1), au Front national ? Et à l'UDF ? Et au RPR ?

	Au Front national % (1)	A l'UDF % (1)	Au RPR % (1)
Dynamique	28	2	66
Elitiste	10	38	8
A de bons dirigeants	5	19	64
Raciste	53	1	0
Moderne	3	6	42
Déloyal	25	28	0
Ouvert à la discussion	2	23	13
Irréaliste	48	9	2
Proche du peuple	25	2	52
Mou	0	61	10
Sans réponse	4	2	2

(1) Le pourcentage est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Des cadres et un électorat en opposition

Pour l'organisation de l'opposition, quelle solution à votre préférence ?

	Cadres du RPR %	Comparaison avec les électeurs du RPR enquête SOFRES (novembre 1989) %
- L'UDF et le RPR forment à l'avenir un seul parti		
- Il y a une alliance étroite entre l'UDF et le RPR mais chacun conserve son identité	4	49
- L'UDF et le RPR concluent des accords politiques mais il n'y a pas d'alliance très étroite entre eux	70	32
Sans réponse	24	14
	2	5
	100	100

FICHE TECHNIQUE

Cette enquête a été réalisée le 11 février 1990 auprès de 1 013 cadres du RPR participants aux assises du Bourget (778 mandataires ou membres du Conseil national et 235 participants se déclarant « militants actifs »).

□ **ERRATUM** : une erreur s'est glissée dans le compte-rendu de la rencontre des militants socialistes de la fédération de Paris (le Monde du samedi 17 janvier). C'est M^{me} Laurence Rossignol, au nom de la Nouvelle école socialiste (NES) qui a prononcé la création d'un ministère de l'intégration et non M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, qui a bien fait, pour sa part, référence à la Lettre aux Français de M. Mitterrand pour défendre « une pédagogie de l'acceptation ».

M. Chirac imperator

Parmi ces personnalités du RPR, qui, à votre avis, ferait un bon candidat à la prochaine élection présidentielle en 1995 ?

	Ensemble des cadres du RPR % (1)	Motion Juppé-Chirac % (1)	Motion Pasqua-Séguin % (1)
Jacques Chirac	91	95	83
Edouard Balladur	14	14	13
Alain Juppé	7	10	2
Michel Noir	11	13	8
Charles Pasqua	15	7	29
Philippe Séguin	12	6	24
Sans réponse	2	2	2

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Les partisans de M. Chirac contre le nouveau RPR de M. Pasqua

Certains proposent la disparition du RPR tel qu'il est actuellement et sa transformation en un nouveau rassemblement. Estimez-vous que ce serait tout à fait souhaitable, plutôt souhaitable, plutôt pas souhaitable ou pas du tout souhaitable ?

	Ensemble des cadres du RPR %	Motion Juppé-Chirac %	Motion Pasqua-Séguin %
Tout à fait souhaitable	13	3	29
Plutôt souhaitable	21	13	37
Plutôt pas souhaitable	28	32	19
Pas du tout souhaitable	37	50	13
Sans réponse	1	2	2
	100	100	100

Un fort clivage sur le déclin

Certains disent que depuis quelques années le RPR est un parti en déclin. Qu'en pensez-vous ?

	Ensemble des cadres du RPR %	Motion Juppé-Chirac %	Motion Pasqua-Séguin %
Oui, c'est tout à fait mon avis	9	3	18
Oui, je pense un peu	39	33	50
Non, je ne le pense pas	35	42	24
Non, je pense plutôt le contraire	15	20	7
Sans réponse	2	2	1
	100	100	100

Les privatisations et la peine de mort en tête du hit-parade

Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé aux mesures suivantes ?

	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	Sans réponse
La construction de mosquées dans les grandes villes pour les immigrants de religion musulmane ... 100 %	2	16	27	53	2
	18		80		
La réhabilitation de la peine de mort ... 100 %	46	27	13	13	1
	73		26		
A ce qu'on rende plus difficile l'avortement ... 100 %	14	26	30	28	2
	40		58		
La privatisation de Renault ... 100 %	65	27	4	2	2
	92		6		
La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ... 100 %	34	28	23	12	3
	62		35		
La privatisation d'entreprises publiques comme la SNCF, Air France ... 100 %	53	30	10	5	2
	83		15		
L'annulation totale de la dette des pays pauvres envers la France ... 100 %	7	27	41	21	4
	34		62		
La limitation des remboursements par la Sécurité sociale en développant un système d'assurances volontaires ... 100 %	18	34	24	20	4
	52		44		

501 000 000

POLITIQUE

Au conseil national du RPR

M. Balladur sort de son silence

Le conseil national du RPR, qui s'est réuni, samedi matin 17 février, dans un grand hôtel de la porte Maillot à Paris, a été ouvert par une déclaration de M. Chirac puis par une intervention de M. Juppé avant que divers orateurs ne prennent la parole. Cette instance, qui doit notamment élire les trente membres du bureau politique, est ensuite passée au vote.

Tout au long de la semaine, de nombreuses tractations se sont déroulées entre M. Chirac et ceux que l'on doit désormais appeler ses « contestataires », MM. Pasqua et Séguin. Ces derniers, forts des 31,38 % de voix recueillies par leur motion aux assises du 11 février, ont revendiqué le tiers de la représentation au bureau politique. Ils ont accepté que leurs candidats figurent sur une liste commune. M. Chirac leur avait alors offert neuf sièges. Mais MM. Pasqua et Séguin ont adressé au secrétaire général du RPR une liste de dix noms. Des contacts avaient été pris pour vérifier si cette demande était définitive.

Certains amis de M. Pasqua souhaitent que, en cas de refus de M. Chirac d'accepter un dixième nom, le courant Pasqua-Séguin présente sa propre liste de trente noms. En revanche, d'autres proches de l'ancien ministre de l'Intérieur redoutent que le conseil national n'accorde, dans ce cas-là, moins de 10 % des sièges à la liste présentée par la minorité (1). En définitive, après un accord intervenu vendredi soir, une liste commune a été présentée, samedi matin, au conseil national du RPR. Sur les trente personnalités désignées, neuf y figurent au titre du courant Pas-

qua-Séguin et trois au titre des rénovateurs (MM. Noir et Carignon et M. Barzac). Tous les autres candidats représentent le courant Chirac-Juppé.

Avant de passer au vote, M. Balladur, qui était silencieux depuis un certain temps et qui n'avait pas pris la parole aux assises nationales, est longuement intervenu. Il a notamment lancé un avertissement en déclarant : « Prenons garde, bientôt le congrès socialiste se tiendra et nous verrons que les socialistes savent mieux que nous gérer leurs désaccords et se retrouver unis. Qui nous dit qu'à ce moment-là M. Mitterrand, encouragé par nos divisions, ne sera pas tenté de gagner cinq années de tranquillité avec une Assemblée mieux à sa dévotion ? » Cet avertissement avait pour objet d'exhorter l'opposition à s'unir. Et M. Balladur a déclaré : « Sachons bâtir avec nos partenaires une union qui respecte les différences mais qui soit suffisamment organisée pour éviter les dissensions. Le vrai choix n'est pas entre la fusion et l'isolement mais entre la victoire due à l'union et la défaite due à la désunion. »

« Certains comportements doivent être pros crits ».

M. Balladur a lancé une pique à M. Pasqua sans jamais citer son nom mais en évoquant les déclarations de l'ancien ministre à « l'heure de vérité ». Il a remarqué, en effet : « J'ai entendu que certains qui furent pourtant ministres du gouvernement de Jacques Chirac et qui, si ma mémoire est bonne, le furent sans avoir eu à manifester un esprit de sacrifice excessif, critiquent aujourd'hui cette cohabitation au motif qu'elle ne s'était pas bien terminée. Si nous avions su être unis dans la majorité de l'époque, avoir un seul champion à l'élection présiden-

tielle, qui pourrait affirmer que nous n'aurions pas gagné ? » M. Balladur a évoqué alors les dernières assises du RPR pour dire qu'il avait été « frappé par le climat d'innocence qui s'y est parfois manifesté ». Il a ajouté : « Entre nous, certains comportements doivent être pros crits ou alors cessons de dire que nous sommes unis sur l'essentiel. Ne nous payons pas de mots. Il est inutile de répéter que nous demeurons unis si nous ne menons pas nos actes en accord avec nos propos. Notre vocation est de représenter nos concitoyens et non pas de nous complaire dans des débats d'école en vase clos comme si les électeurs n'existaient pas. Il est bien vrai que la base sociale de notre mouvement est allée en rétrécissant depuis plus de vingt ans et non pas depuis quelques années ? »

M. Balladur a expliqué alors : « Il y a entre les socialistes et nous des différences essentielles qui portent sur la conception de la liberté de l'homme et le rôle de l'Etat. Le gaullisme, ce n'est pas la répétition du passé mais l'invention de l'avenir. Sortons de notre silence. L'indigence du discours socialiste nous permettrait de marquer fermement notre originalité. Et pour conclure M. Balladur a affirmé : « Des lors, tout est clair. Notre mouvement a un président légitime et il en a un seul. Il a une ligne politique et il en a une seule. Il dispose enfin d'une équipe de direction avec, à sa tête Alain Juppé, la seule légitime, et pas de deux. »

ANDRÉ PASSERON

(1) Les dix noms présentés par M. Pasqua étaient les suivants : MM. Balladur, Barier, Borotra, Dupont, Filton, M. Hubert, MM. Koculsko-Morizet, Pinet, Séguin et, en fin de liste, le nom de M. Jean-Jacques Guillel. Ce dernier n'a, finalement, pas été retenu.

ANDRÉ LAURENS

Le débat au PS

« Le congrès ne doit pas être un coup pour rien » déclare M. Poperen

M. Jean Poperen a estimé, vendredi 16 février à Lens (Pas-de-Calais), que le Parti socialiste « risque de voir s'aggraver la détérioration de la situation électorale si le congrès est un coup pour rien. Nous n'avons pas fait campagne pendant six mois pour produire un nouveau document d'archives ». M. Poperen, qui s'exprimait devant une centaine de militants pour défendre sa motion, a ajouté que, « si le congrès du PS est une déception pour les gens, si l'on ne répond pas à la question des inégalités sociales », le PS sera « sur la mauvaise pente pour les prochaines élections législatives de 1993 ».

Citant les villes d'Oullins (Rhône) et de Luc (Var) perdues par la gauche lors des dernières élections municipales partielles, le ministre chargé des relations avec le Parlement a déclaré : « Le président de la République, le premier ministre, sont au plus haut dans les sondages, mais il y a aussi les votes sur le terrain. Un grand nombre de ceux qui nous

avaient fait confiance votent écologistes ou s'abstiennent, une partie d'entre eux va voter pour le Front national. »

Le lieutenant de M. Poperen, le maire de Nantes, M. Jean-Marc Ayraut, député de Loire-Atlantique, a, de son côté, dénoncé, vendredi 16 février, « les coups bas, les petites phrases et les manœuvres » au sein du PS. « Ras le bol, camarades ! Où est le débat, où sont les problèmes des Français dans tout ça ? » s'est interrogé M. Ayraut, ajoutant : « C'est aux militants de dire que la guerre des chefs de doit pas avoir lieu. »

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *le Point*, M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint du PS, chargé des élections, estime que son parti ne pourra gagner les élections législatives de 1993 qu'en faisant « des ouvertures vers les communistes, les écologistes et le centre droit ». La composition actuelle du gouvernement, déclare M. Le Gall, « en sur-représentant les centristes, ne reflète

pas notre assise électorale réelle. Ce choix délibéré, qui a déplacé le centre de gravité de la nouvelle majorité, n'a créé ni dynamique électorale ni dynamique parlementaire. » Pour M. Le Gall, le « rassemblement des forces de progrès » doit rester la stratégie de ceux qui, au PS, ne veulent « faire abstraction ni du PCF ni des sensibilités communistes ».

« M. Mauroy : le PS doit conduire un réquisitoire contre les idées barbares » du Front national. — M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, déclare dans l'hebdomadaire du PS, l'« Vendredi », que les socialistes n'ont pas à « débattre avec Le Pen » ou à « tomber dans le piège de ses coups médiatiques », mais qu'ils doivent, en revanche, « conduire devant l'opinion une analyse qui soit, même temps un réquisitoire contre les idées barbares auxquelles il (M. Le Pen) croit ».

Les fabusiens obtiennent un résultat moyen dans l'Essonne

Les militants socialistes de l'Essonne ont été, jeudi 15 février, les premiers à se prononcer sur les sept motions déposées en vue du congrès qui se réunira dans un mois à Rennes. La fédération des Yvelines a, elle aussi, commencé à voter, alors que dans les autres départements les scrutins auront lieu du 25 février au 4 mars en province et du 4 au 8 mars en Île-de-France.

La fédération de l'Essonne où cohabitent des députés fabusiens (MM. Jacques Guyard, maire d'Évry, Michel Besson et Thierry Mandon), M. Claude Geron, député, maire de Massy, qui soutient la motion Mauroy-Mermaz-Jospin, un député rocardien, M. Yves Taverrier, un sénateur artisan de Socialisme et République, M. Paul Lorient, maire des Ulis, et M. Marie-Noëlle Lienemann, députée, maire d'Althies-Mons, qui anime son propre courant et qui dirige par la Nouvelle Gauche (NES) la majorité des votants a refusé le quitus à la direction fédérale, sont en droit de revendiquer le poste de premier secrétaire. Ils ne pourraient l'obtenir, toutefois, que

que qu'elle compte au moins autant d'adhérents.

Plus de deux mille deux cents militants ont participé au scrutin, organisé simultanément dans les quatre-vingt-trois sections qui comptent le département. Les résultats, recensés par le premier secrétaire fédéral, M. Didier Leconte, dans quatre-vingt-six de ces sections, sont les suivants : motion Rochet, 21,9 % ; motion Dray-Mélenchon, 19,9 % ; motion Fabius, 16,5 % ; motion Mauroy-Jospin, 12,4 % ; motion Marie-Noëlle Lienemann, 10,9 % ; motion Chevènement, 11,3 % ; motion Poperen, 7,1 %.

La NES est devancée par les rocardiens, qui obtiennent, toutefois, un résultat modeste au regard des 38 % qu'ils avaient atteints en 1985, alors que M. Lienemann était des leurs. Formellement, les amis du premier ministre, dont la NES est la bête noire et qui affirment que la majorité des votants a refusé le quitus à la direction fédérale, sont en droit de revendiquer le poste de premier secrétaire. Ils ne pourraient l'obtenir, toutefois, que

dans le cadre d'une « synthèse » générale, faite d'alliés prêts à constituer une majorité avec eux. C'est une situation qui peut se retrouver dans une vingtaine de fédérations, outre les douze que les rocardiens contrôlent déjà.

MM. Dray et Mélenchon soulignent, pour leur part, que les courants issus du mitterrandisme — c'est-à-dire les fabusiens, les jospinistes, les rocardiens et eux-mêmes — ont, globalement, progressé, ce qui indique une majorité possible. Ils observent avec un certain soulagement que les fabusiens n'ont pas atteint le niveau qu'ils pouvaient espérer, ce qui éloigne, pour la NES, proche du président de l'Assemblée nationale jusqu'à l'été dernier, le risque de se voir disputer ses positions locales par les militants réunis autour de M. Mandon. M. Dray est particulièrement satisfait d'avoir obtenu 51 % des mandats, au total, dans les cinq sections de sa circonscription, et M. Mélenchon de n'avoir été devancé que de douze voix, par les amis de M. Geron à Massy.

P. J.

La crise du PCF

M. Fiterman polémique avec M. Marchais

Le débat, par médias interposés, entre MM. Charles Fiterman et Georges Marchais à propos de l'évolution du PCF continue et s'aggrave. Vendredi 16 février, l'émission « Objections » sur France-Inter, l'ancien ministre communiste des transports a évoqué les propos tenus par le secrétaire général du PCF la veille, lors d'un meeting à Vitry, propos dans lesquels M. Marchais avait évoqué les prises de position de M. Fiterman (le Monde du 17 février). M. Fiterman a expliqué, en reprenant le silence de M. Marchais lors de la dernière réunion du comité central du PCF, les 12 et 13 février : « A ce comité central, on conclut que le secrétaire ne dit rien. Il considère qu'il n'a pas utile (...) de prendre la parole. Or, deux jours après, voilà que dans l'Humanité on rapporte un discours qu'il a fait dans un meeting public (...) ».

En outre, M. Fiterman trouve « un peu singulier et choquant » l'argument utilisé par M. Marchais lors de ce meeting, selon lequel l'ancien ministre, « par la force des choses (...) tenu éloigné de la vie de notre parti ces derniers mois » (M. Fiterman se remet d'un grave accident de voiture survenu en septembre), qui avait une impression « radicalement fautive » sur la façon dont se déroulent les discussions à l'intérieur du PCF.

M. Fiterman a également mis en cause la façon dont le quotidien communiste a rendu compte de sa propre intervention devant le comité central. Tout en admettant le « principe d'égalité » dans les comptes rendus faits par l'Humanité des interventions des orateurs, l'ancien ministre affirme : « Il reste que dans la pratique c'est de moi qu'on parle et cela aboutit à ce que les communistes n'ont connaissance que d'une version qui est, forcément, un résumé affaibli, édulcoré dont la cohérence et la richesse sont remises en cause. »

A son tour, l'Humanité du samedi 17 février a répondu à M. Fiterman. Le quotidien du PCF a publié un bref résumé de ses propos en indiquant, dans une note : « Nous sommes étonnés parce que, après avoir été consulté préalablement, Charles Fiterman a lui-même indiqué à la direction

de l'Humanité, le jour de la publication des extraits de son intervention, qu'il n'avait rien à lui reprocher. »

Sur le fond du débat interne au PCF, M. Fiterman a affirmé, vendredi, qu'il s'inspire de « ce qu'il y a de dimension universelle dans la perestroïka », en ajoutant que en France, « il y a des aspirations nouvelles à des modifications, à des luttes et qu'il faut par conséquent adopter une attitude offensive face à ces possibilités ». Interrogé sur ce qui, dans cette affirmation, le distingue de M. Marchais, M. Fiterman a répondu : « Eh bien, je ne sais pas ! En tout cas, moi, c'est ce que je dis et il trouve que c'est optimiste, c'est tout. » L'ancien ministre a encore expliqué que, même sur le centralisme démocratique (dont M. Fiterman « sug-

gère l'abandon), M. Marchais ne trouve pas « choquant » ce qu'il dit avant d'ajouter : « Si ce n'est pas choquant, pourquoi ce s'inspire-t-il ? Discussions en tranquillité. » « Je considère », a précisé M. Fiterman, que mon intervention au mois d'octobre (devant le comité central du PCF, M. Fiterman, absent, avait fait lire une intervention critique vis-à-vis de la direction du PCF) a produit des résultats, qu'il y a déjà des choses qui ont un caractère irréversible et je fais confiance à l'avenir. »

Enfin, à propos des pays de l'Est, M. Fiterman a affirmé : « Je regrette (...) d'avoir sous-estimé (...) la gravité de la situation réelle qui existait dans ces pays, l'état réel de ces sociétés, en me contentant d'écouter les dirigeants que l'on rencontrait lors de leurs différentes visites pour juger. »

A propos des jeunes communistes

Une lettre de M. Stéphane Peu

A la suite de la publication d'un article sur la naissance d'un courant de contestation au sein du Mouvement de la jeunesse communiste (MJCF) dans nos éditions datées dimanche 11 lundi 12 février, nous avons reçu une lettre de M. Stéphane Peu, membre de la direction de cette organisation. Après avoir fait part de son opposition à la ligne du secrétaire général, M. Jacques Perreux, devant les instances du MJCF à la fin de l'an dernier, M. Peu avait adressé, avec cinquante-trois autres jeunes communistes, une lettre à M. Georges Marchais et aux membres du comité central dont les signataires réclamaient la publication dans la presse du parti. Voici l'essentiel de sa lettre au Monde.

« Vous faites référence à d'annoyants amis ». Sachez que personne ne peut se prévaloir de mon amitié pour attaquer mon organisation. Je considère ces gens, s'ils existent, comme des adversaires politiques et j'entends les combattre comme tels. (...) Les jeunes et les étudiants communistes sont suffisamment responsables et attachés à la bonne démocratie pour ne pas se laisser dévier par un article qui, à l'évi-

dence, obéit à d'autres objectifs que l'information.

La référence à mon passé fait appel à des informations plus politiques que politiques. (...) Les jeunes communistes ont à cœur de rassembler les jeunes contre les injustices. Nous sommes fiers d'avoir pris l'initiative d'une manifestation qui rassemble soixante mille jeunes en 1986 pour la libération de Nelson Mandela. A cette époque, personne n'évoquait le sort du plus vieux prisonnier politique. Surtout pas votre journal.

Vous débutez votre article en ironisant sur une campagne anticomuniste qui existerait uniquement dans les colonnes de l'Humanité et dans l'imaginaire des dirigeants communistes. Votre article démontre au contraire la réalité d'une vigoureuse et acharnée campagne contre les communistes. (...) Le Monde prend acte de ces remarques dont aucun ne dément les informations qu'il avait publiées et qu'il maintient. Quant aux informations plus politiques que politiques concernant le passé de M. Peu — être passé chez les trotskistes n'a du reste rien de déshonorant — elles sont prises aux meilleures sources possibles figurent dans la « biographie » qu'il a rempli pour le PCF.

LIVRES POLITIQUES

A politique, aujourd'hui, en France, c'est ce qui se passe ailleurs. En Europe, par exemple, pour s'en tenir à la zone de nos intérêts proches. Cette politique-là, nous la consommons en spectacle, comme s'il s'agissait de Jeux olympiques auxquels nous ne serions pas représentés. Pourtant, nous pourrions, nous devrions, être concernés par ce qui survient si près de chez nous et qui ne manquera pas, nous le pressentons, de peser sur notre avenir. Mais nous ne le sommes pas vraiment, faute de repères. Il s'ensuit un curieux décalage entre le sentiment qu'une mutation historique se produit à notre porte et le peu d'effet qui en découle.

Nous n'avons pas, bien sûr, la possibilité d'intervenir individuellement mais nous nous souvenons pas mobilisés collectivement comme on s'y attendrait s'agissant d'événements jugés historiques. Certes, nos dirigeants, nos diplomates, veillent au grain, mais c'est avec la prudence et la discrétion qui s'imposent, pour ne pas dire en dehors de nous !

Les partis, qui sont censés nourrir et éclairer l'opinion, en même temps qu'ils concourent, comme le dit la Constitution, à l'expression du suffrage, ne semblent s'intéresser qu'à cette seconde préoccupation et, à l'intérieur de celle-ci, ils se polarisent plus sur la conquête du suffrage que sur la qualité de son expression. Ils occupent le devant de la scène en débaillant leurs affaires internes : comment éviter que la vitrine du communisme national soit dérangée par les importations venues de l'Est ? Comment se placer au mieux dans cette course de fond qui désignera le dauphin du président de la République ? Comment mener la course quand on est dans l'équipe de l'opposition ? Quelles voix isolées tentent de rappeler que les vrais problèmes sont ailleurs, mais elles se distinguent faiblement dans le non-débat dominant et elles ne le troublent guère.

C'est donc en marge du champ clos de la politique, principalement dans les commentaires qui accompagnent l'information sur ces événements de première grandeur, dans les travaux et les réflexions qu'ils provoquent, les réflexions qu'ils inspirent aux spécialistes, qu'il faut aller chercher la matière

Que faire ? (suite)

propre à satisfaire une légitime curiosité et à répondre à de non moins légitimes interrogations. Saluons-les, au passage, ces audacieux qui acceptent de confronter, à chaud et publiquement, leur savoir, leur expérience, leur imagination, aux mouvements de l'Histoire : ils répondent à un besoin que d'autres formateurs patentés de l'opinion, plus soucieux en réalité de la suivre que de l'éclairer, ne jugent pas prioritaire.

Jacques Julliard, historien et éditeur, est de ceux qui prennent le risque de rétablir à haute voix, pour nous entretenir de politique, c'est-à-dire de des hommes et de la manière dont ils entendent vivre au vingt et unième siècle, puisque, selon lui, « commençons le 1^{er} août 1914 avec le déclenchement de la première guerre mondiale, le vingtième siècle s'est terminé vers Noël 1989, à Bucarest, avec la liquidation de l'ordre européen et international issu de la seconde ».

En conservant cette liberté de ton, l'auteur imagine la part que l'on pourrait tirer de ce que nous promettront les bonnes surprises de l'actualité pour peu que l'on prenne en compte les leçons de l'histoire contemporaine.

La première de ces heureuses surprises est que le communisme est mort. Contre toute attente, à l'encontre de toutes les prévisions, il s'est écroulé « comme un château de cartes » pour laisser la place à la liberté et à la démocratie, moins celle qui consacre « la loi du nombre » que celle qui instaure « le règne du droit ». Voilà qui ouvre des perspectives !

Et d'abord, que reste-t-il de la gauche, alors que s'affirme la stérilité de l'expérience communiste ? On peut en juger, en France, avec le bilan de la gestion socialiste. Jacques Julliard constate que le PS s'est converti « au réalisme gouvernemental » et a réhabilité les valeurs de l'argent et de la réussite. Qu'il a, aussi, substitué à

un débat idéologique teinté d'archaïsme l'affrontement des ambitions personnelles. Désormais plus axé sur la modernisation que sur la justice, il s'adresse « aux couches modernes des classes moyennes et supérieures » et laisse en jachère (sinon au Front national) le terrain libéré par l'effondrement du PC. Le PS — mais il n'est pas le seul dans ce cas — n'assure guère plus sa fonction de sélection des cadres politiques aux dépens de ses fonctions programmatiques (faute d'idées) et de socialisation des masses (faute de militants ?). Ainsi, il instaure la fameuse coupure entre société politique et société civile.

Face à l'effacement du communisme et à la défection de la social-démocratie, le capitalisme a la part belle avec pour seule véritable opposition, l'écologie. Selon l'auteur, « il se veut dans la satisfaction » et opte pour « l'immoralité du fric » plutôt que pour « la morale du capital ». Comme il ne croit pas que les conditions soient enfin réunies pour l'avènement d'un courant social-démocrate qui n'a jamais trouvé en France les bases sociales indispensables, Jacques Julliard estime que l'avenir de la gauche est à rechercher dans une autre voie. Celle, pense-t-il, d'un parti interclassiste jusqu'à l'y a plus de « classe élue » ; d'un parti fondé sur la philosophie des droits de l'homme, base d'une « politique antidémocratique par excellence » ; d'un parti qui, libéré du prélaté économique hérité du marxisme, accepterait l'économie de marché « et s'opposerait résolument à l'extension des critères de cette économie aux secteurs non marchands de la société » (art, science, religion, communication, spectacle) ; d'un parti qui inventerait de nouvelles formes de participation des citoyens à la politique. Telles sont, très résumées, et retenues parmi bien d'autres, quelques-unes des idées avancées par Jacques Julliard pour définir ce qu'il appelle un « modernisme de gauche ». Il y a une demande. Plus encore : une nécessité. Et, ce qui n'est rien, il y a une opportunité. Encore faut-il la saisir.

« Le Génie de la Liberté », par Jacques Julliard. Seuil, 183 pages, 79 F

MÉDECINE

Les conflits dans la profession médicale et les négociations conventionnelles

Syndicats et caisse d'assurance-maladie évitent l'affrontement

Tandis que les négociations conventionnelles sont toujours dans l'impasse, une manifestation devait avoir lieu dimanche 18 février après-midi à Paris, de la place Vauban, à l'appel de trois syndicats médicaux (CSMF, FMF et SML). Au nom du RPR, M. Bernard Pons avait appelé « les assurés sociaux, c'est-à-dire tous les Français, à s'y associer ». D'autres organisations, comme l'Union nationale pour l'avenir de la médecine, appellent également à cette manifestation, dont le slogan est : « Après l'école libre, sauvez la médecine libre ».

Après le net durcissement, de ces derniers jours, syndicats de médecins et caisses d'assurance-maladie ont opté pour la détente, vendredi 16 février, lors de la reprise des discussions destinées à élaborer une nouvelle convention médicale. On est cependant encore loin d'un accord : les partenaires ont préféré abréger leur entrevue après trois heures de négociations, et décidé de se revoir lundi 19 février, sans qu'aucune véritable perspective de compromis se soit dessinée.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) qui devaient manifester dimanche à Paris, sont restées en retrait par rapport à leur plateforme prévoyant de multiples dépassements d'honoraires. Les deux syndicats acceptent désormais, sous certaines conditions, d'imposer aux médecins du secteur 2 (honoraires libres) qu'ils effectuent une partie de leur activité au tarif conventionnel. De son côté, la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam) a prudemment proposé de limiter

l'accès au secteur 2 à quelque huit cents praticiens par an, alors que deux cents à trois cents médecins libéraux (sur un total de trente mille) quittent ce secteur chaque année. Certes, on n'a guère avancé, mais, en évitant systématiquement la confrontation, les partenaires ont repoussé provisoirement la menace d'une rupture, qui aurait entraîné l'exclusion avant le début de la séance. Ils sont même parvenus à s'entendre définitivement sur le maillage des dépenses de santé (infirmité de 3,6 points, au plan national, la tendance annuelle à la hausse) et la formation médicale continue (qui ne donnera lieu à aucune forme d'intéressement), alors que la Cnam a accepté de prendre en charge une part non précisée des cotisations d'assurance-vieillesse des praticiens du secteur 1.

« Nous n'avons rompu sur aucun dossier : chacun a la volonté d'aboutir avant la semaine prochaine. Nous voulons faire la démonstration qu'un accord est possible, car une intervention du gouvernement n'est pas souhaitable », soulignait le docteur Jacques

Beaupère, président de la CSMF, à l'issue des débats.

Des propos qui tranchent singulièrement avec ceux qu'il avait tenus deux jours auparavant, en présentant des propositions dont il précisait qu'elles n'étaient « pas susceptibles d'être vendues par appartements ». Le syndicat des généralistes M-G France a assuré, pour sa part, être parvenu à « empêcher le signataire d'un accord sur le dos des autres », des chefs de clinique et de la majeure partie du corps médical.

Lundi, les protagonistes de cette interminable négociation elle dure depuis dix mois devront bien se résoudre à entrer dans le vif du sujet. Les problèmes en effet, demeurent. M. René Teulade, président de la Mutualité française, l'a rappelé vendredi 16 février, après avoir été reçu par M. Claude Evin, ministre de la solidarité. M. Teulade a réclame « un secteur unique conventionné, comportant des tarifs suffisamment rémunérateurs pour les médecins de toutes catégories », à côté d'un secteur totalement privé.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un entretien avec M^{me} Michèle Barzach

La collectivité ne peut plus prendre en charge toutes les dépenses de santé

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, M^{me} Michèle Barzach (RPR), ancien ministre de la santé, se prononce pour le non-remboursement d'un certain nombre de soins « existentiels » (tranquillisants, chirurgie esthétique, cures thermales, médecines douces, etc.). Elle propose en outre la suppression du secteur 2 à honoraires libres et son remplacement par un droit quasi généralisé au dépassement en fonction de critères bien définis. Elle réclame enfin la mise en place d'une commission nationale sur les problèmes de santé (un peu sur le modèle de la nationalité) et se dit prête à « aider le gouvernement » en vue d'une réforme du système de santé.

« Comment jugez-vous les graves qui touchent actuellement le monde médical ? »

« Le système de santé va mal. L'incubation a été longue, d'autant plus que ces derniers mois le comportement du gouvernement à son égard a relevé essentiellement de la non-assistance à personne en danger. En disant cela, je ne fais pas de démagogie, et je ne pense pas non plus qu'un coup de baguette magique permettrait de résoudre l'ensemble des problèmes. En revanche, une question de responsabilité politique est clairement posée. Il s'agit de reconnaître la gravité de la situation et d'engager une réflexion collective sur l'ensemble de ces problèmes. »

« On se trouve aujourd'hui face à une situation à trois termes : la protection sociale, l'accès aux soins pour tous et une rémunération juste pour les médecins. Comment la résoudre ? »

« Le problème central est celui de la protection sociale. Dire que le

secteur 2 menace la protection sociale dans son ensemble et qu'il va faire disparaître l'égal accès aux soins n'est pas honnête. Les dépenses d'assurance-maladie, s'élevaient à 300 milliards de francs. Or les honoraires médicaux représentent environ 50 milliards. Quant à l'augmentation des dépenses de santé qu'implique le secteur 2, elle est difficile à chiffrer avec précision et d'un montant en tout état de cause modeste. »

« Autre constatation : il n'est pas non plus honnête de prétendre qu'on veut à la fois préserver l'égal accès aux soins pour tous, maîtriser les dépenses de santé, sauvegarder le système de protection sociale, diminuer les prélèvements obligatoires et assurer aux Français qu'ils pourront bénéficier des progrès technologiques. C'est une équation insoluble. Pour s'en sortir, il faut poser le problème dans sa globalité, puis le décomposer. Mais cela implique des risques politiques que vient pas prendre. Rappelez-vous cette phrase incroyable du premier ministre à propos du conflit actuel : « Je suis tragiquement spectateur... »

« Et si vous aviez, vous, à affronter ce risque politique, que feriez-vous ? »

« Je pense que ce qui est dangereux politiquement, c'est de laisser pourrir cette situation et, en définitive, de la laisser exploser. Les Français sont très attachés au système de santé actuel. Il faut donc expliquer quelle est la réalité de la situation et leur dire que des décisions drastiques doivent être prises. »

« Lesquelles ? »

« Concernant l'assurance-maladie, deux approches, politiquement et je dirais même philosophiquement différentes, sont possibles. M. Evin parle de limiter les dépenses de santé. Il le dit pour le présent et il en explique la nécessité pour l'avenir. Mais il fait bien comprendre qu'ainsi il englobe à la fois les dépenses liées directement à la maladie et celles qui concernent plus généralement le maintien

d'une bonne santé, la forme, etc., en gros des problèmes liés à l'existence mais qui ne sont pas en rapport avec une pathologie. Quand on envisage ce poste de dépenses, on s'aperçoit que c'est celui qui va le plus augmenter pour les ménages. D'ici à l'an 2000, les dépenses de santé seront le poste numéro 1 de dépenses des ménages. A peu près 20 %, beaucoup plus que la nourriture. M. Evin propose d'encadrer, de maîtriser, ces dépenses. En clair, il propose que l'Etat aide aux gens de ne pas dépenser d'importance comment leur argent pour leur santé. »

L'essentiel et l'essentiel

« A côté de cela, il y a une autre logique qui consiste à dire : il faut encadrer les dépenses d'assurance-maladie, c'est-à-dire les dépenses prises en charge aujourd'hui par la collectivité. C'est à mon avis le seul moyen de garantir aujourd'hui l'égal accès aux soins pour tous, de ne laisser personne au bord du chemin et de défendre véritablement la solidarité nationale. Pour ce faire, il faut bien distinguer ce qu'il y a d'essentiel dans la maladie de ce qui est existentiel dans la maladie. »

« Prenons par exemple le problème des tranquillisants. La France est le pays qui en consomme le plus au monde. La plupart des gens qui consomment des tranquillisants ont des souffrances ne sont pas malades. Ils considèrent pourtant qu'il s'agit d'un apport à leur bien-être. Dès lors faut-il que la collectivité prenne en charge de telles dépenses ? Même chose pour ce qui est de ces traitements pour le maintien du corps. Ils font partie de l'équilibre de certaines personnes, mais pour autant la collectivité doit-elle participer à leur prise en charge ? »

« Vous parlez là de la chirurgie esthétique ? »

« Eventuellement. Et aussi de certaines piqûres locales à des fins « esthétiques ». »

« Diriez-vous la même chose des cures thermales ? »

« C'est une bonne question. Il y a certainement là aussi un tri à faire, entre ce qui relève de l'essentiel et ce qui relève de l'existentiel. »

« Prête à aider le gouvernement »

« Quant aux médecines douces... »

« C'est important qu'elles existent. Dans un certain nombre de cas, elles constituent une réponse certaine à beaucoup plus que la multiplication de médicaments et de leurs effets iatrogènes. Mais cela dit, pour beaucoup d'entre elles aucun impact thérapeutique n'a jamais pu être scientifiquement démontré. On peut donc considérer qu'elles ont un impact beaucoup plus existentiel que thérapeutique. Et là encore on doit absolument se poser la question de savoir si c'est à la collectivité de prendre en charge de telles pratiques. »

« Il ne sert à rien de dorer la pillule aux Français. Il faut leur exposer la gravité de la situation et leur faire comprendre que, si on ne fait rien, le système va imploser. En conséquence, je propose que ce choix collectif, nous le fassions ensemble. Je propose la création d'une commission nationale qui, pendant une semaine, à la télévision, procédera à des auditions. Je suis prête dans un tel contexte à aider le gouvernement et à voter des décisions qui iraient dans le sens de l'intérêt général. »

« En pratique, faut-il conserver le secteur 2 en l'aménageant ou bien le supprimer totalement ? »

« Deux options sont possibles : soit on laisse en l'état le secteur 2 et alors il faut faire comprendre aux médecins de ce secteur qu'ils doivent en quelque sorte assurer un service public, une sorte de service de solidarité nationale. Il faut donc leur imposer un minimum d'actes à effectuer au tarif conventionnel (30 % me paraît convenable). A quoi j'ajouterais des situations obligées : les chômeurs, les gens qui bénéficient du RMI et les urgences. »

« La seconde option consisterait à ne pas maintenir le secteur 2. A la place on instaurerait un droit au dépassement généralisé avec un certain nombre de critères. Cela pour éviter que les médecins ne s'autoprotègent purement et simplement. Ces critères sont à la fois la formation initiale (les titres hospitalo-universitaires), la formation continue et les conditions d'exercice (on ne fait pas la même médecine, et on ne coûte pas la même chose selon que l'on voit malades cinq ou vingt minutes). »

« Du fait des dégâts considérables constatés aujourd'hui, ma préférence irait au second de ces systèmes. En sachant que seraient maintenues les mêmes obligations de solidarité nationale que j'évoquais précédemment, à effectuer au tarif opposable. Ce dernier doit en tout état de cause être revalorisé substantiellement (il faudrait arriver dans un délai de deux à trois ans à environ 150 francs par consultation). »

« Que pensez-vous des slogans ultra-libéraux de la manifestation de dimanche ? »

« Je crois qu'une menace pèse sur les professions libérales. Soit par la volonté du gouvernement, soit par la volonté du marché. Cela dit, il ne faut pas oublier que la convention médicale a eu un double impact positif : sur la protection sociale et l'accès aux soins pour tous, tout d'abord ; sur la profession médicale ensuite. Indéniablement, elle a aidé à solvatiser la demande et à organiser la profession. Si, demain, il n'y avait plus de convention, et si les gens n'étaient plus remboursés par la Sécurité sociale, il est clair qu'il y aurait moins de consultations. Porter atteinte à la convention, c'est porter atteinte aux malades, mais aussi à la profession médicale. »

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

L'affaire d'« Economies et sociétés »

Le directeur général du CNRS sanctionne la publication d'un article raciste

M. François Kourilsky, directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), a décidé de sanctionner un article raciste et révisionniste paru dans une revue d'économie publiée avec le concours du CNRS. Estimant « scandaleusement antisémite et fort peu scientifique » l'article de M. Bernard Notin, publié dans un numéro spécial de la revue Economies et sociétés coordonné par le professeur Frédéric Poulon, M. Kourilsky a décidé de supprimer la subvention du CNRS à cette revue. Tout en considérant que la bonne foi de M. Gérard Destanne de Bernis, directeur d'Economies et sociétés, est « entière », le directeur général du CNRS estime que « l'incident révèle des défauts de rigueur dans le contrôle des manuscrits de l'ISMEA », l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées, dont dépend la revue.

Dans un texte commun, adressé par MM. Poulon et Notin, le 24 janvier, au directeur de la revue Economies et Sociétés, les deux universitaires assurent solennellement qu'ils « regrettent cet incident car ils n'avaient aucunement voulu de la publication de ce texte ». L'auteur souhaite préciser que le texte est une étude critique des médias, ni provocatrice ni choquante. Frédéric Poulon, directeur du numéro en cause, tient à dire que l'article de Bernard Notin est une version profondément remaniée et que seule la première version avait été soumise à l'examen de Gérard Destanne de Bernis.

Enfin, quand nous avons interrogé M. Poulon sur des passages précis de l'article de M. Notin — notamment celui sur les chambres à gaz, dont on postule l'existence, et qu'il importe la réalité de cette réalité —, il s'est refusé à tout commentaire, affirmant ne jamais se prononcer « sur le fond des articles ».

Le Front national

Le conseil de l'université Bordeaux I, où enseigne M. Poulon, a pour sa part dit son « indignation » et décidé de suspendre le séminaire de M. Poulon, dans le cadre duquel M. Notin, maître de conférences à l'université Lyon-III, avait été amené à vulgariser ses idées. Le conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) s'est étonné qu'un « texte qui allie sans fond xenophobie, racisme, antisémitisme et négation de la Shoah ait pu échapper à l'attention des responsables habituels de la publication. Cette lamentable affaire où l'autorité scientifique se trouve engagée et bafouée au nom d'une caricature de la liberté d'expression réduite à la liberté d'offenser et de diffamer illustre la nécessité d'une vigilance sans faille ».

Quant à M. Notin, enseignant d'économie à Lyon-III, université qui porte le nom de Jean Moulin, il ne fait pas mystère de ses engagements intellectuels et politiques. Membre du comité de rédaction de la revue Nouvelle école du GRECE (groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne) de M. Alain de Benoist, il est aussi membre du conseil scientifique du Front national, créé en 1989 « afin d'éclairer son président, Jean-Marie Le Pen, et sa direction sur les grandes questions de société ainsi que sur les problèmes économiques et sociaux ». Trois autres enseignants de Lyon-III participent à ce conseil : MM. Jean Hausson, professeur d'économie et directeur du Centre d'études indoeuropéennes ; Jean Varenne, professeur émérite de civilisation indienne et d'histoire des religions ; et Pierre Vial, maître de conférences d'histoire, fondateur du GRECE et conseiller municipal Front national à Villeurbanne.

C'est ce contexte qu'évoque, dans une lettre au Monde, M^{me} Madeleine Robéroux, professeur d'histoire à Paris-VIII et vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme : « Pour la première fois, l'argumentaire révisionniste se trouve, chez Bernard Notin, clairement associé non seulement à l'antisémitisme, mais même déni, en a toujours été le support, mais au racisme anti-immigrés (...). On ne s'étonnera donc qu'à demi d'apprendre que B. Notin et F. Poulon ont collaboré, en février 1989, à un numéro de Nouvelle école, la revue fondée par le GRECE en 1968 : c'est bien leur droit. On reconnaît dans l'élection de B. Notin à Lyon-III le poids exceptionnel de la nouvelle droite — et du Front national — dans cette université, autour de l'Institut d'études indoeuropéennes. N'est-ce pas là qu'avait pris naissance, grâce à un professeur de germanique, la thèse d'Henri Roques, finalement soutenue à Nantes en juin 1985, grâce à une autre fondatrice du GRECE, avant d'être annulée, un an plus tard, par Alain Debeauvais pour « irrégularité administrative » ? Le nombre des disciplines concernées s'est accru, le réseau des chercheurs s'est étendu : linguistique, germanistique, littérature française et maintenant économie. On se doit de le dire. »

E. P.

كسلا بن الحادي

150

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un tribunal civil de Paris

La libre transmission des programmes télévisés dans les chambres d'hôtel

Les stations de télévision qui diffusent leurs programmes sans cryptage par l'intermédiaire d'un satellite ne peuvent pas s'opposer à la réception de leurs émissions dans les chambres des complexes hôteliers.

C'est, en substance, le sens d'un jugement rendu vendredi 16 février par la première chambre du tribunal civil de Paris, qui statuait sur un litige opposant la société américaine Cable News Network Inc. (CNN) et son homologue britannique CNN International Sales Limited à la société hôtelière Novotel Paris-les Halles.

Ce Novotel a fait installer sur sa terrasse des antennes paraboliques lui permettant, notamment, de cap-

ter les émissions des CNN qui sont diffusées sur les téléviseurs placés dans les chambres. Les CNN avaient donc saisi le tribunal en lui demandant de faire cesser cette situation et de condamner le Novotel à verser 68 400 F de «manque à gagner» consécutif à l'absence de perception d'une redevance et 50 000 F de dommages et intérêts. Selon les avocats des CNN, l'hôtel violait la loi du 11 mars 1957 modifiée en 1985 relative à la protection des droits d'auteur en diffusant des programmes «dans un lieu accessible au public».

Dans son jugement, le tribunal, présidé par Mme Huguette Le Foyer de Costil, constate que

les émissions sont uniquement reçues dans les chambres de l'hôtel avant de noter qu'il s'agit là d'un lieu «exclusivement privé», puis que son occupant «est libre d'en refuser l'accès, non seulement au public, mais à toute personne étrangère à sa vie personnelle».

Les juges ajoutent que le Novotel «ne procède à aucune retransmission nouvelle et autonome de l'œuvre comme ce serait le cas par l'utilisation de bandes pré-enregistrées ou de cassettes». Les magistrats ont donc débouté les CNN en déclarant que le Novotel «s'est borné à transmettre directement l'émission des sociétés CNN dans un lieu privé».

M. P.

L'affaire des cliniques marseillaises

Une mise au point des avocats de Jean Chouraqui

Cinq avocats de Jean Chouraqui, directeur de trois cliniques marseillaises, écroué à la prison des Baumettes sous l'inculpation de complicité d'assassinat dans l'affaire Léo-Mout, ont publié vendredi 16 février à Paris une mise au point après la parution dans l'Express, jeudi, de déclarations attribuées à leur client.

Dans cette mise au point, M. Bruno et Bettina Gérard, Jean-David Guedj, Jean-François Le Forsonney et Patrice Vaillant déclarent : «Nous prenons connaissance des propos tenés par M. Jean Chouraqui dans l'Express. Du fait de son incarcération, il n'a pu, à l'évidence, faire de

déclarations à la presse. Nous nous insurgeons solennellement contre cette initiative et les pratiques qu'elle pourrait supposer.»

Dans le texte publié par l'Express, Jean Chouraqui «s'explique» indique l'hebdomadaire, sur ses «activités professionnelles», ses «rapports avec Léo-Mout» et d'autres acteurs de l'affaire (Marc Galéazzi, Armand Gallo, Jean-Jacques Pechard) et donne enfin son «hypothèse» en indiquant notamment : «Je pense qu'Armand Gallo et, indirectement, moi-même sommes victimes d'un jeu : Roger Mem-

Le maire de Toul refuse de démissionner. Écroué depuis le 15 décembre sous l'inculpation de corruption passive et active, complicité et recel d'abus de biens sociaux, dans l'affaire des fausses factures de Nancy, M. Jacques Gosset, maire RPR de Toul, refuse de démissionner tant que la Cour de cassation n'aura pas statué sur son cas.

Dans une lettre envoyée par le secrétaire général de la mairie de Toul, M. Gosset répond à 21 de ses 23 collègues du conseil municipal qui, le 6 février, lui avaient demandé de démissionner. «Je comprends mal votre empressement à me lâcher et à assurer ma succession, alors que je suis certain que la justice de mon pays ne me condamnera pas parce que je suis certain de ma conscience et de mon droit», écrit notamment M. Gosset.

SPORTS

AUTOMOBILISME : le dénouement de l'«affaire Senna»

Les dessous d'une volte-face

Le pilote brésilien Ayrton Senna participera au prochain championnat du monde de formule 1, qui débutera le 11 mars à Phoenix (États-Unis). Cette information a été donnée, vendredi 16 février, par la Fédération internationale du sport automobile (FISA), qui avait annoncé le contraire une heure plus tôt.

Pour comprendre ce dénouement, à vrai dire inévitable, le rappel des péripéties de l'«affaire Senna» s'impose. A la suite de son accrochage avec son coéquipier Alain Prost au Grand Prix du Japon, le pilote brésilien, qui venait de gagner cette épreuve, avait été déclassé. Une semaine plus tard, il était même condamné en appel à 100 000 dollars d'amende et à six mois de suspension de licence avec sursis pour «comportement dangereux».

Très choqué par cette condamnation, le pilote brésilien avait organisé une conférence de presse avant le dernier grand prix de la saison à Adelaide. «Le titre mondial 1989 a été manipulé par la FISA et par son président Jean-Marie Balestre, qui aime à rappeler que son autorité s'exerce, à ces titres, dans quatre-vingt-dix pays, aimerait être pris au sérieux. Hélas ! Ses prises de position démagogiques, souvent suivies de retentissantes volte-face, contribuent à rendre peu flatteuse l'image du grand responsable du sport automobile».

Les péripéties et le dénouement de l'«affaire Senna», vendredi 16 février, en ont apporté une nouvelle démonstration. Moins d'une demi-heure après avoir publié la liste «officielle et définitive» des trente-cinq pilotes qui participeraient au championnat du monde de formule 1, dans laquelle le Brésiliens Ayrton Senna était remplacé par Jonathan Palmer, la FISA a annulé sa première publication. Une heure plus tard, Senna avait retrouvé son volant.

Quel mauvais vent avait donc, une nouvelle fois, transformé le président de la FISA en girouette ? «C'est la victoire du sport automobile», se contentait-il de répondre aux demandes d'explication. Une victoire du sport ou de ce sport de traction en coulisses qui terminait l'image de la formule 1 ?

La conclusion de cette affaire était prévisible. Honda et Marlboro, qui investissent chaque année plusieurs dizaines de millions de dollars en formule 1 et qui paieraient Senna 12 milliards de cen-

Tractations

Vendredi 16 à 15 heures, le Brésiliens n'avait, officiellement, toujours pas présenté ses excuses. Or, une heure plus tard, la FISA exhibait une lettre, datée de la veille, dans laquelle il admettait qu'«aucun groupe de pression ni le président de la FISA n'ont influencé les décisions concernant les résultats du championnat du monde de formule 1 1989».

Fort de ces nouveaux appuis, Ron Dennis entendait semer la révolte au sein de la FOCA en reprochant à Bernie Ecclestone de ne plus défendre les intérêts des constructeurs depuis que, au titre de vice-président de la FISA, il s'est vu attribuer la gestion financière de la formule 1. Ron Dennis aurait même demandé une vérification des comptes de la FOCA et une nouvelle négociation des droits de télévision. Les semaines qui suivent montrèrent s'il a dû enterrer la hache de guerre. Mais la première victime de cette nouvelle séance de grand guignol à la FISA est encore la formule 1, qui a subi un coup de ce nouveau coup porté à sa crédibilité.

GÉRARD ALBOUY

(1) Déclaration de M. Jean-Marie Balestre dans *Nice Matin* du 4 novembre 1989.

COMMUNICATION

Le Conseil de la concurrence enquête sur les centrales d'achat

L'argent noir de la publicité

Le Conseil de la concurrence a décidé de se «saisir d'office» des pratiques du marché de la publicité. Cette action contentieuse prolonge l'avis rendu il y a deux ans par le Conseil (le Monde du 24 décembre 1987). Un avis dans lequel l'autorité administrative indépendante critiquait l'opacité du marché publicitaire et décrivait les pressions des centrales d'achat sur les journaux, radios et télévisions.

Quelque 46 milliards de francs ont été investis en 1989 par les entreprises dans la presse, la radio-télévision, le cinéma et l'affichage. Les grands groupes publicitaires sont les premiers responsables de la répartition de cette manne vitale pour les médias. Or ce marché est souvent caractérisé par l'opacité tarifaire, les rapports de forces, les pressions occultes et les positions dominantes.

Il y a deux ans, le Conseil de la concurrence, saisi pour avis par l'Association des agences de publicité, avait mis à plat, dans un premier rapport, toutes ces pratiques, signalant tous les risques de déviation et d'abus. Les «suges» conclusives alors : «Le jeu d'une concurrence sur les marchés de la publicité et des supports est un facteur non négligeable du pluralisme de la communication.»

Cet avertissement n'a guère troublé d'abus auprès des pouvoirs publics qui n'ont pas jugé bon de reprendre la balle au bond. Aujourd'hui, le Conseil va beaucoup plus loin. Il utilise la possibilité que lui offre l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 et entame de lui-même une action en contentieux.

Personne ne peut prévoir l'issue de la procédure. Aucune entreprise n'est encore nommément mise en cause et le rapporteur désigné par le Conseil devra d'abord établir l'existence d'entente ou d'abus de position dominante. Mais il est clair que le Conseil de la concurrence s'attaque, cette fois de front, à la formidable puissance des centrales d'achat d'espaces.

Imagines par M. Gilbert Gross, dans les années 70, les centrales regroupent les budgets publicitaires de plusieurs entreprises pour obtenir des conditions plus favorables auprès des médias. A coup de tarifs dégressifs, de ristournes annuelles, de passages gratuits, d'emplacements préféren-

tiels non facturés, les tarifs officiels fondent comme neige au soleil. Le résultat dépend étroitement du rapport des forces mais il reste, le plus souvent, secret. Selon plusieurs spécialistes, les grosses centrales obtiennent des réductions pouvant aller jusqu'à 58 % en presse magazine, 67 % en affichage et même 78 % en radio !

Tentative d'asphyxie

Une récente étude publiée par le magazine *Le Journal des médias* donne une idée plus précise du poids acquis par les centrales sur le marché des chaînes commerciales. Son auteur, M. Louis Poulhès, compare des recettes brutes des chaînes éditées d'après les tarifs officiels et les montants nets tels qu'ils apparaissent dans les résultats des télévisions. Jusqu'en 1986, la décade n'est que de 18 %. A l'arrivée de la Cinq et de TF 6, elle passe brusquement à 24 %. Après la privatisation de TF1, elle atteint 33 %. En 1988, les six chaînes auraient dû encaisser 10,2 milliards de francs. Une fois enlevées les commissions d'agences et les rabais en tous genres, elles n'ont obtenu que 7,4 milliards. On comprend, dans ces conditions, que le marché soit incapable de faire vivre six télévisions.

Les centrales se défendent en arguant qu'elles rendent service aux annonceurs et que les négociations tarifaires sont une pratique naturelle dans toute relation commerciale. Certes, mais comment justifier la différence de traitement entre des médias forts et leurs concurrents plus fragiles. L'étude de M. Poulhès montre qu'en 1987 la Cinq a dû accepter une ristourne globale de 79 % et M6 de 75 %, alors que TF1 ne concédait que 22 % d'abattement. A ce niveau, la négociation commerciale confine à la tentative d'asphyxie économique et pourrait être considérée par le Conseil de la concurrence comme un «abus d'exploitation d'une situation de dépendance».

Vider l'abcès

Cette dépendance est d'autant plus lourde qu'au rythme d'une concentration galopante, le poids des grosses centrales d'achat ne cesse de croître. Les sociétés de M. Gilbert Gross règnent déjà sur 25 % du marché français. Leur rapprochement avec celles d'Europe, filiale d'Havas, donnerait à l'ensemble le contrôle de 45 % du

secteur. Derrière ce mastodonte, Publicis et ses alliés représentent environ 20 % et Media Partnership (Omnicom) autant. Trois grands groupes risquent donc d'être maîtres de la manne publicitaire, par là, de l'existence et du développement des médias.

Si la puissance des centrales ne sert pas les médias, il n'est pas sûr non plus qu'elle serve mieux les entreprises. L'opacité des transactions est telle que rien ne prouve que le produit des rabais revienne en priorité aux annonceurs. Le premier rapport du Conseil de la concurrence décrit comment cet «argent noir» de la publicité peut servir à la corruption, voire, par le biais de la manne factice, au financement des partis politiques.

Certes, ces abus sont sans doute isolés. Mais quelques dérapages, amplifiés par la rumeur et le soupçon, finissent par nuire à l'image de la publicité. C'est ce qui pousse aux enquêtes du Conseil de la concurrence à vouloir vider l'abcès.

Nombreux sont les professionnels des médias qui souhaitent voir assainir la situation. Les publicitaires s'inquiètent de la concentration en cours sur le marché de l'achat d'espaces. La direction de TF1 songe à seconner ce carcan pour augmenter ses recettes commerciales. M. Silvio Berlusconi ne fait plus mystère de sa volonté de contourner les centrales en traitant directement avec les annonceurs, comme il le fait en Italie. Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Bontet, estime le dossier suffisamment préoccupant pour demander au gouvernement de réfléchir à une réglementation. Certaines grandes entreprises étudient la création de leur propre centrale d'annonceurs pour se passer d'intermédiaires à la fiabilité problématique.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

«Liberté» en redressement judiciaire. Le quotidien communiste du Nord-Pas-de-Calais, Liberté, a été placé en redressement judiciaire le 9 février par le tribunal de commerce de Lille. Le tribunal a autorisé le journal à poursuivre son exploitation jusqu'au 31 juillet. Tiré à 30 000 exemplaires, Liberté avait déjà connu des difficultés financières en 1982, date à laquelle il avait fait l'objet d'un premier redressement judiciaire. Mis en liquidation en 1986, il avait été racheté par la Société d'édition et d'impression de la région Nord-Pas-de-Calais.

FOOTBALL : des supporters de Rotterdam condamnés à de lourdes amendes

«Les risques du métier de hooligan»

C'est un jugement unique dans les annales du «hooliganisme» aux Pays-Bas qu'a prononcé, vendredi 16 février, un tribunal de Rotterdam. Il a condamné sept supporters du célèbre club local, le Feyenoord, à verser à celui-ci la somme de 2 500 florins chacun, soit 7 500 francs par personne.

AMSTERDAM

Les dirigeants du Feyenoord avaient traîné en justice les «vandales» comme les appellent les Néerlandais - pour obtenir réparation du préjudice financier occasionné par leur comportement lors de la reprise de la compétition en août dernier. Avec des dizaines d'autres personnes non arrêtées, ils avaient causé des grillages et envahi la pelouse du stade, pour protester contre la défaite de leur équipe. La Fédération néerlandaise (KNVB) avait sanctionné le Feyenoord, en lui imposant de jouer en octobre une rencontre «à huis clos», sans public.

Cette perte de recette, ajoutée au coût de la remise en état des installations dégradées, s'était traduite pour le club par un manque à gagner évalué à 350 000 francs. Les des frusques de ses prétendus partisans, le Feyenoord avait donc décidé d'attaquer en responsabilité civile les vandales, auxquels il demandait 36 000 francs chacun. Il n'a obtenu que partiellement satisfaction, le juge des référés estimant que la sanction infligée par le KNVB était la conséquence d'une série d'incidents qui ne pouvaient être mis sur le compte des seuls sept supporters poursuivis.

Mais la condamnation pécuniaire de ces derniers n'en constitue pas moins une innovation. C'est la première fois que des hooligans se voient individuellement contraints de payer pour des agissements commis en groupe. «Ce jugement a une fonction de signal à l'égard des supporters qui portent préjudice à l'ensemble du football professionnel», a commenté le président du tribunal. «Ce sont les risques du métier», a-t-il lancé aux condamnés, après lecture de la sentence.

Le sort est en tout cas plus dur que celui du spectateur qui avait perturbé la rencontre internationale Pays-Bas-Chypre le 28 octobre 1987 en jetant sur le gardien chypriote une bombe fumigène de sa fabrication. Il a été condamné à verser à la Fédération des don-

images et intérêts fixés par la justice à quelque 850 000 francs. Un record qui pourrait bien être battu prochainement : l'Ajax d'Amsterdam demande au supporter qui a provoqué sa suspension des compétitions européennes (le Monde du 24 octobre 1989) la bagatelle de... 1 million et demi de francs. De quoi

contrebalancer la clémence des peines prononcées au pénal : ces deux prétendus amateurs de ballon rond s'étaient alors vu infliger des peines de substitution à la prison, faute de sanctions adaptées à leurs cas.

CHRISTIAN CHARTIER

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5189
HORIZONTALEMENT

I. Qui a tendance à tout oublier. — II. Qui n'ont pas été rattrapés. Coule quand on parle beaucoup. — III. Qui ne dépasse pas le trou. Effraie dont on fait des robes. — IV. Au troisième, on commence à être fatigué. Le comble de la folie. Possessif. — V. Quelqu'un qui n'est pas à sa place. Ce n'est pas l'endroit, mais pas non plus le paradis. — VI. Pour un coup de rouge. Pour eux, le bec est parfois nécessaire. — VII. Permet une bonne conservation. — VIII. Ce qu'on y tourne est méprisé. — IX. L'Ajax. Port du Japon. Donnait de bons conseils. — X. Dont on ne voit pas les bons côtés. Utilisé pour celui qui fait des projets. — XI. Crie comme dans un bois. Donneras des raisons de se plaindre. — XII. Mise en miettes. Il en faut quatre pour faire un cent. Se met à la disposition de celui qui veut commander. — XIII. Peut être comparé à un bleu. Peut devenir bonhomme. — XIV. Le premier martyr. Couleur d'un nain. — XV. Pas pour toutes les oreilles. Retrait d'une côte. Pas libre.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui ne sont vraiment pas gênés. — 2. Déesse. Peut devenir vraiment étonnante. — 3. Outi très utile pour celui qui fait des bottes. Peut apparaître en une minute. — 4. Poils à l'estomac. Gendra de prophète. — 5. Des femmes qui rognent sur tout. Accommodés pour que les reliefs deviennent plats. — 6. Balle, en Breton. La belle écaille. Petite énigme historique. — 7. En France. Une mère de famille nombreuse. En Sicile. — 8. Symbole. Certains y vont pour se faire boucler. Préposition. — 9. Qui devrait donc s'arrêter. — 10. Tout à fait incapables de remonter. Pas dans la bouche du roi.

Solution du problème n° 5188

Horizontalement
I. Liffier. — II. Arrosoirs. — III. Vien. Les. — IV. Asinienna. — V. Ses. Sot. — VI. Ocelot. — VII. Halliers. — VIII. Paroles. — IX. Rides. — X. Pus. Règle. — XI. Enal. Sous.

Verticalement
1. Lavabo. Pips. — 2. Iris. Cheik. — 3. Fraiseur. Sa. — 4. Tonnelet. — 5. Is. Isolier. — 6. Ecaille. Tissés. — 7. Flens. Ego. — 8. Renier. Eau. — 9. As. Et. Sises.

GUY BROUTY

CULTURE

CINÉMA

Festival de Berlin : savoir où l'on va

Deux films — un tchèque, un allemand — racontent drôlement l'histoire pour la prendre au sérieux

« Il faut savoir d'où tout provient, sinon on ne sait pas où on va. » Cette phrase, prononcée par l'héroïne d'*Une sale gamine* (Das schreckliche Mädchen), convient tant au film ouest-allemand de Michael Verhoeven qu'aux *Hirondelles sur le fil*, du Tchèque Jiri Menzel (Trains étroitement surveillés), l'un tout récent, l'autre vieux de vingt ans, tous deux présentés en première mondiale et en compétition.

En 1970, O.K. de Michael Verhoeven (sur la guerre du Vietnam), provoqua le départ du président du jury (le réalisateur George Stevens), et l'interdiction brutale du Festival. « C'était à l'époque un sujet brûlant, dit le réalisateur, mais les cinq minutes quotidiennes à la télé ne nous empêchaient pas de dîner. Ici aussi, mais sur le mode de la satire, ce sont des vérités inconfortables que je raconte. »

Sonia est une sorte de bon petit diable en jupon et longues nattes. Gentille, intelligente, famille respectable — tout pour le mieux dans le meilleur des mondes. Choix pour représenter son école à l'équivalent du concours général, elle prend pour thème de dissertation : « Mon village à l'heure du troisième Reich ». Très vite, l'opérette bavaroise se fait (poliment, comme dans toute bureaucratie) discordante (références de la mairie et de l'Eglise). L'essai

n'est jamais écrit. Sonia se marie, a deux enfants, mais la « sale petite gamine » reprend son enquête.

Une sale gamine est tiré d'un fait divers réel qui a eu lieu à Passau en Bavière, « la seule ville que je connaisse où les rapports soient aussi étroits entre l'Eglise et l'Etat », dit Verhoeven : la cathédrale jouxte le tribunal. Mais il ne faut pas tenir ce film comme un documentaire sur l'affaire Anja Rossmuss. (Le documentaire existe, la ZDF vient de le rediffuser).

Anja Rossmuss — la vraie Christine en passe de devenir Marianne Sägebrecht. Bien plantée, une chevelure qui tient d'une crinière en furie, elle traverse la salle de presse avec une énergie qui en dit long sur sa détermination. Elle vit toujours à Passau, elle continue de prendre la ville par les cornes. « J'ai appris à exiger, la ville a fini par s'y résigner. »

Passau est une ville étrange. Chaque année s'y déroule le plus grand rassemblement européen d'extrême-droite en Europe. Hitler en était originaire, tout comme bien des nazis importants, ce qu'on se garde bien de rappeler.

Oui, le chat que j'avais élevé a été, comme dans le film, tué et cloué à ma porte. Oui, il y a eu des attentats. Je sais que

ma vie peut être en danger, je crains surtout pour celles de ma famille, mais on ne se refait pas. Il n'y a pas trente-six solutions : il faut ouvrir la gueule et témoigner. »

Ce que fait, avec un sourire d'un narquois typiquement tchèque, le *Skrivanci na nitech*, de Jiri Menzel (à la fois *Hirondelles sur un fil* et *Hirondelles avec un fil à la patte*). Portrait drôlatique de la « réhabilitation », dans les années 50, d'une poignée d'ouvriers (un ancien prof de philo, un cuisinier, etc) et de quelques (jolies) prisonnières dans une décharge de ferraille.

En racontant ainsi les années 50, dit Menzel, je voulais en faire un geste de paix vis-à-vis des communistes de la vieille garde qui étaient alors au pouvoir en Tchécoslovaquie. Ils avaient commis des erreurs, graves, mais je les croyais encore sincères dans leur désir de bâtir une forme humaine de socialisme. A posteriori, je pense que j'étais plutôt naïf. »

Une vie reconstruite

alléures

Suite de l'écrasement du printemps de Prague, les jeunes réalisateurs, entre autres, se retrouvent en disgrâce. Menzel se fait confisquer son passeport (il songe un moment à émigrer) et se retrouve (cinématographique-

ment) au chômage jusqu'en 1974. A peine terminé, *Hirondelles* est interdit.

Vingt ans après, les acteurs (les mêmes que dans *Trains étroitement surveillés*) trouvent le film « tragique, comique, nostalgique ». Menzel était au départ désarçonné, « un peu comme s'il avait été tourné par un autre. La réaction du public de Prague (le film y est sorti le 3 janvier dernier) m'a reconquis. A ma grande surprise, le film avait bien vieilli. Mon but avait été de dire, par l'humour et la tendresse : « Le passé est le passé, une nouvelle ère s'ouvre devant nous, ne répétons pas les mêmes erreurs. » Le message me paraît toujours d'actualité.

Il y a un an, dans le Monde, je débordais d'un pessimisme noir. Je ne suis plus du même avis qu'il y a un an — ou même deux mois ! J'ai aujourd'hui l'impression de me retrouver juste avant 68. »

Avec Vaclav Havel au pouvoir, on parle de plus en plus d'un retour de Jan Nemec, Ivan Passer et Milos Forman. « Pour l'instant, ils rétablissent ou maintiennent le contact, mais la forme définitive d'une collaboration n'est pas encore atteinte. Et c'est logique : tous ces gens-là se sont reconstruits une vie ailleurs. »

HENRI BÉHAR

THÉÂTRE

Pirandello comme on ne le veut pas

La présence de Fanny Ardant ne sauve pas de l'échec la nouvelle production de « Comme tu me veux »

Alors même que, au début des années 20, Luigi Pirandello trouvait à Paris en Georges et Lucilla Fioff un couple de poètes au talent exorbitant pour servir son théâtre, il déclarait, désabusé : « Paris a mis un masque sur mon visage. » Qu'aurait-il écrit s'il avait assisté à la nouvelle mise en scène de sa pièce *Comme tu me veux*, présentée aujourd'hui à Paris, au Théâtre de la Madeleine ?

Le metteur en scène Maurice Attias et ses camarades n'ont pas choisi l'œuvre la plus simple de Pirandello. *Comme tu me veux* est une pièce bizarrement agencée : le premier acte est à Berlin, en 1927. Un homme (Roland Amstutz) croit reconnaître la femme de son ami Bruno Pieri (Samuel Labarthe) dans une danseuse de cabaret, Fanny Ardant, disparue dix ans plus tôt pendant l'invasion de la Vénétie durant la première guerre mondiale. Il la convainc de quitter son amant, l'écrivain Carl Salter (Philippe Landenbach), fou amoureux d'elle, pour rejoindre sa « famille » et son époux en Vénétie.

Les deuxième et troisième actes ont lieu en Vénétie, dans la maison sauve de la ruine par Bruno. Elma est-elle la Lucia disparue ou bien cette Elma de Berlin qui s'essaye à reconstruire sa vie ou à construire une vie nouvelle ? Cette quête d'identité à double détente, incertaine et trouble, est le ressort dra-

matique en forme de suspense de *Comme tu me veux*.

Pirandello s'est inspiré d'une histoire vraie, l'un des procès les plus connus des Italiens en ce siècle. Cela nous vaut, après une première partie très névrotique qui, dans les mots, frotte plus avec la philosophie qu'avec la métaphysique, un dégalement au deuxième acte qui décrit les mécanismes juridiques du droit de propriété aux mains d'une famille bourgeoise apparemment intéressée. Si l'on n'y prend garde, ce passage central peut devenir très vite bavard et aussi démonstratif qu'un dénouement autour d'une seconde Lucia hypothétique, retrouvée dans un asile à Vienne par l'écrivain Salter.

Agitation et extase

Il le devient totalement dans la mise en scène de Maurice Attias, tant celui-ci a coincé l'action au pied on sur les marches d'un escalier, un peu raté par le décorateur Alain Batifollier. A l'agitation brouillonne, mal réglée, des scènes berlinoises succède donc une sorte de calme, d'immobilité qui confine à un « extase » que rien ne justifie sinon la volonté d'Attias d'illustrer dans une mise en espace présente le couple pirandellien bien connu du réel et de l'imaginaire, de la chronique et du conte, ce long chemin de l'écriture entre l'anecdote, celle du chaos des esprits — Qui est Lucia, est-elle folle ? — du temps — les affaires de la guerre, les conditionnements de l'environnement social, — et l'essentiel : la connaissance de soi. Au final, on retrouve des mouvements emphatiques, exagérés, d'un expressionnisme accablant.

Maladroît dans sa maîtrise du texte, très « ramené », tape-à-l'œil dans sa maîtrise de la scène, Maurice Attias ne l'est pas moins dans sa maîtrise du jeu. Un acteur de la trempe de Philippe Landenbach — et, dans un rôle moindre, de Marcel Cavellier (Salecio, l'oncle de Bruno) — parvient à tracer brillamment son chemin dans l'épaisseur du style pirandellien. Samuel Labarthe, ancien élève de Gérard Desbarthe, peut, sans trop de dommage, « faire du Desbarthe » quand celui-ci le dirige dans le *Cid*, mais cela devient assez insupportable quand il joue loin de lui. Roland Amstutz est un acteur aux multiples possibilités pour peu que le metteur en scène ait un œil sur lui. En Méphisto maître du jeu — l'une des rares idées du metteur en scène, — il est ici imprévis, incertain, embarrassé et nous avec lui. La totalité du reste de la distribution est plus ou moins abominable, en service minimum, monocorde, monotistique.

Reste le cas du rôle principal tenu par Fanny Ardant. Cette actrice a une élégance folle, une voix chaude, une présence chaleureuse. Elle s'est donnée à cette aventure, qui ne la méritait pas, avec une foi démesurée. Elle tente tout, toute ferveur et engagement. Une telle performance sous la direction d'un « vrai » metteur en scène aurait pu nous laisser le meilleur souvenir. Or il faudra bien vite essayer d'oublier ce spectacle, au bout de compte d'un ennui à périr.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Madeleine. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi à 17 h 30 et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-65-07-79. Durée : 2 h 15. De 65 F à 150 F.

ARTS

Mort du peintre Keith Haring

Le peintre de fresques et de graffiti Keith Haring, qui a décoré des murs de métro à New-York (ce qui lui a valu d'être arrêté) et le mur de Berlin, ainsi que des hôpitaux aux Etats-Unis et en Europe, est mort le 16 février de sida. Il était âgé de trente et un ans. Il avait appris son état voici un an et recueillait des fonds pour la lutte contre la maladie. Il avait également travaillé bénévolement pour la paix, contre la drogue et contre l'apartheid.

EXPOSITION

Les métamorphoses de Velazquez

Suite de la première page

Ses premiers tableaux, exécutés à Séville, où il est né le 6 juin 1599 et a vécu jusqu'à la fin des années 1610, puis à Madrid à la cour de Philippe IV, dans les années 20, sont durs et minutieux. Scènes de genre (porteur d'eau, vieille faisant friser des et scènes religieuses tiennent essentiellement de la nature morte. Etoffes, vaisselle, verreries, têtes et mains sont traitées à l'identique, volumes et textures placés dans une lumière rare et luisante. La composition forme par l'aggrégation d'éléments juxtaposés dans un espace indéfini, peu profond, noyé d'obscurité. La toile s'obtient par la somme des détails, détails tous également intéressants, tous également nets et distincts. La précision est de rigueur, le trompe-l'œil de règle et Velazquez lui sacrifie l'unité et l'expression. L'adoration des mages de 1619, a beau s'élever sur fond de ténébreux, l'émotion compte moins que le rendu des drapés. Que l'enfant Jésus ressemble à une figure de bannière pieuse ou à un sautoir importe moins que le traitement de la manche vieux rose de la Vierge et de son voile blanc.

Les portraits des années 1626-28, ceux de Philippe IV et de son ministre le comte-duc d'Olivares, ont encore la froideur minérale des toiles de jeunesse. Les masques sont de pierre, les regards de faïence, les mains de marbre. Il y a peu de vie, encore moins de mouvement dans ces silhouettes piquées sur un fond gris et bistre, au centre, les bras ballants, les jambes raides. Par son immobilité, sa pétrification, la peinture de Velazquez de ces années-là n'est pas sans quelque relation avec l'archaïsme méthodique de Zurbarán.

Compositions délibérément compliquées

Première métamorphose alors. En trois ans, entre 1628 et 1630, Velazquez rencontre Rubens, en mission diplomatique à Madrid, et visite Venise, Rome et Naples. Dans l'exposition, ce voyage se sent de la façon la plus éclatante. D'une salle peuplée de figures noires et statiques, on passe à celle de la *Tunisie de Joseph et de la Forge de Vulcain*, l'une exécutée à Rome, l'autre au retour. Compositions délibérément compliquées, perspective maîtrisée, études de nus, lumière de jour et non plus de cave, traitement elliptique des détails, cuirasse réduite à un éclat d'argent, tapis en touches de cou-

leurs allusives : s'il ne restait sur une étagère de la *Forge* qu'un pichet blanc de l'ancienne manière, on croirait l'œuvre d'un autre peintre. L'enseignement du Titien et de Rubens a en raison de la minutie du bon ouvrier en illusions. D'autres influences ont joué. On soupçonne un peu de Guido Reni de-ci, de-là et du Titoret dans la draperie rouge du *Prince Baltazar Carlos avec un natif*.

Allégories de la sagesse

Auparavant, l'œuvre sentait l'effort et l'application. Tout semblait vu de trop près, l'œil sur l'objet. D'un coup, le peintre recule, il prend du champ, il s'aperçoit qu'il y a de l'air autour de son



Natif assis par terre.

corps, du mouvement dans la nature et bien peu de contours arrêtés et de lignes immuables. En une demi-douzaine d'années, Velazquez devient celui qui sait comment disposer la foule de soldats de la *Reddition de Breda*, comment enlever le portrait équestre du prince héritier, comment évoquer avec presque rien le pay-

sage devant lequel le cardinal-Infant Don Fernando fait semblant de chasser. Ce Velazquez régénéré, un peu flamand, un peu vénitien, mérite le surnom de « peintre des peintres » que lui a donné Manet.

Il se peut que certains modèles lui conviennent mieux que d'autres : le portrait équestre d'Olivares n'a pas la subtilité de celui du sculpteur Juan Martinez Montañes. Mais même dans les plus solennelles occasions, il hausse le tableau de cour jusqu'à la plus souveraine élégance, l'élégance de la légèreté et de la fausse désinvolture. En lui, le dandy prend le pas sur le courtisan. Les seigneurs, le monarque, il les traite en égaux. Il peut se le permettre puisqu'il les « tient » : ses modèles savent, comme il le sait lui-même, que leur survie posthume dépend de ses tableaux. La cour n'a guère de victoires à célébrer — la prise de Breda n'a pas sauvé les Pays-Bas espagnols —, mais elle l'a, lui, Velazquez, le menteur merveilleux.

Est-ce d'avoir trop bien compris l'admirable fausseté de son œuvre ? Alors qu'il a atteint la perfection dans le genre héroïque offi-

sceptique et de séduisant ironique. Allégories de la sagesse et de la démesure, ces effigies fictives ou posées composent la galerie des vices et des vertus.

Il y a la stupidité pitoyable du bouffon Calabacillas ; la noblesse bafoyée du duc Sébastien de Morra ; l'intelligence romanesque du bouffon don Diego de Acedo, un volume sur les genoux, du papier et de l'encre près de lui. Un autre déguisé en guerrier ivre et surnommé don Juan d'Autriche. Un second à la pose risible du poète inspiré, un troisième la fureur du matamore. Ils disent la vérité, naturellement. Pour la faire entendre, Esopo et Ménippe procédaient par idées et fables. Le peintre procède par portraits interposés. Nul besoin de satire ni d'ironie, il suffit de regarder les visages.

La morale de l'œuvre

Une parodie vient de temps à autre préciser le sens des tableaux plus sérieux. Mars a un caleçon azur, des pectoraux adipeux, tout un fatras d'armes de parade devant lui et un casque d'apparat sur la tête. C'est un coiffeur vieillissant. A Vulcain, Apollon découvre son coccyge. La *Venus au miroir* elle-même, nu créneau sur draps bistrés, image de volupté dit-on, tend son visage au miroir que lui tient un Amour ventripotent. Et le miroir ne reflète que la face joufflue, les joues et le menton lourds d'une fille de ferme. Elle n'a pas le visage de son corps. Hésard, maladroite, déraison ? Le plus italien des peintres d'Espagne pourrait avoir décidé de ne plus prendre au sérieux les sujets nobles de ses maîtres. Ce serait sa manière de se libérer de Titien et de Rubens, ce serait sa marque même que ce refus des mythes et de leur poésie.

Deux tableaux suggèrent la morale de l'œuvre, tableaux si connus qu'on finit par négliger leur extravagance et par oublier qu'ils sont construits comme des vanités. Les *Filleuses* sont au premier plan qui, à la façon des Parques et de Pénélope, font et défont étoffes et broderies. Au second plan, sur le mur, une vaste tapisserie à sujet mythologique bordée de fleurs, œuvre née du rouet, œuvre née de l'artifice et donc mortelle.

Les *Ménines* sont elles aussi au premier plan, comme Velazquez et son grand châssis tendu d'une toile brune. Derrière elles, les murs portent des peintures invisibles. A droite, mêlée aux petites filles, une main vaine de noir, un visage difforme. L'Infante, la folle et le peintre sont côte à côte. Autrement dit, l'encre, l'encre et celui qui seul peut les voir et sait les figurer ensemble. La leçon est claire.

PHILIPPE DAGEN

► Musée du Prado, jusqu'au 31 mars.

Divorce à la française

Avec « La Baule-les-Pins », Diane Kurys continue son autobiographie

Après les variations à la manière de Minnelli sur les rapports complexes de la fiction et de la réalité, du cinéma et de la vie, qui ne lui ont pas tellement réussi (*Un homme amoureux*), Diane Kurys est revenue à l'intimisme autobiographique qui avait fait son succès. *La Baule-les-Pins*, chronique de vacances de l'été 1958, se situe juste après l'histoire racontée dans *Coup de foudre* en 1982, et avant le récit d'adolescence de *Diabolo menthe*, tourné en 1977. On s'y perd un peu. A la fin de *Coup de foudre*, Lena Korsky, que son ami-tuteur Madeleine avait évincée, décidait de quitter son mari Michel.

Dans *La Baule-les-Pins*, elle cherche un appartement à Paris tandis que ses filles, Frédérique et Sophie, s'ennuient sans elle au bord de la mer et font tourner en bourrique la petite bonne Odette. Puis elle arrive, et le divorce va se consommer dans les disputes et les coups, lorsque Michel la rejoindra.

Un film raté

Tout cela est censé être vu par les yeux des deux filles, par leur sensibilité aussi mais la mise en scène accumule des anecdotes souvent sans intérêt, flanque des coups de projecteurs sur les adultes, revient aux enfants, embrouille le temps (à peine si le mot « Algérie » est prononcé au cours de ces jours de juillet-août 1958), s'emballe dans quelques moments forts, pour retomber, vite, dans la banalité.

La Lena de *Coup de foudre* était Isabelle Huppert. Etonnante. Vraie. Celle de *La Baule-les-Pins* est Nathalie Baye, complètement à côté de la plaque, qui donne à ce personnage attachant par sa complexité un aspect agri, antipathique. Vincent Lindon (le jeune amant le Lena) joue les utilités.

Les fillettes se débrouillent plutôt bien. Richard Berry arrive trop tard. De ce film raté (hélas !) on retiendrait surtout le couple des Mandel : Jean-Pierre Bauri et Zabou, parents de famille nombreuse. C'est leur histoire à eux qu'on aurait aimé connaître...

JACQUES SICLIER

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

150

150

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Psychose allemande

Jusqu'où les taux d'intérêt à long terme allemands vont-ils monter, entraînant avec eux, les autres marchés européens ? Il était permis de se le demander à la fin de cette semaine, qui a vu le rendement de l'emprunt fédéral allemand (Bund) à dix ans s'élever, en huit jours, de 8,25 % à 8,60 % venant, de 7,75 % il y a quinze jours. Nous voilà ramenés près de huit ans en arrière, plus précisément à l'automne 1982.

Cette hausse vertigineuse des taux à long terme outre-Rhin, qui ont rejoint et dépassé les taux à court terme, mettant fin au phénomène d'inversion, est due aux craintes des milieux financiers ouest-allemands : ils redoutent, tout à la fois, l'émission de nouveaux emprunts pour financer l'aide à la RDA et l'inflation supplémentaire qui pourrait être provoquée tant par le gonflement de la demande globale après fusion que par l'émission de monnaie consécutive à cette fusion.

Les taux d'intérêt à long terme constituent le véritable baromètre des anticipations et des inquiétudes des investisseurs, le rendement des obligations allemandes a donc fait un nouveau bond : s'y ajoutent les interrogations sur la politique future de la Bundesbank.

Certes, dans l'immédiat, les milieux financiers de Francfort excluent une nouvelle hausse des taux directeurs, notamment de celui du Lombard (avances sur titres consenties aux banques), fixé à 8 % depuis octobre dernier. En début de semaine, M. Klaus Koeber, membre du conseil central de la Bundesbank, avait déclaré à notre confrère *Die Welt* qu'il n'y avait aucune raison de relever les taux directeurs, indiquant que tout était « en ordre » du côté de la croissance monétaire, et que le niveau de la demande dans l'économie ne nécessitait aucun relèvement. Mais les milieux financiers, on le sait, sont toujours en avance sur l'événement et, manifestement, ils ne voient pas comment l'enthousiasme des hommes politiques pourrait faire évier des dépenses supplémentaires du chiffre restant encore tout à fait hypothétique.

Cependant, un chose est sûre : la Bundesbank, qui a accepté avec les plus grandes réticences

pour ne pas dire plus le principe de la fusion Ostmark-deutschemerk, fera payer très cher tout dérapage ou même, éventuellement, tout risque de dérapage. Pour ses administrateurs, notamment les onze représentants de Laender, l'inflation « c'est le diable », la stabilité monétaire et un mark fort constituant la Bible et les prophètes. C'est bien ce qui fait peur aux marchés en RFA comme ailleurs... En attendant, la Bundesbank a montré un bon bout de l'oreille, élevant un petit peu plus la barre lors de sa dernière prise en pension à court terme, la fourchette atteignant 7,95 %-8,25 %, avec un commentaire sur le thème « restons vigilants et continuons à serrer la vis ». A bon entendeur, salut...

A Paris, le MATIF a gardé les yeux fixés sur les cabriolets du «bund dix ans», notamment sur le marché à terme de Londres, le LIFFE. Lundi, le rendement de ce titre passait de 8,25 % à 8,55 %, et le cours de l'échéance mars sur le MATIF « cessait » à nouveau la barre des 100 pour revenir à 99,74, sa résistance étant qualifiée de « formidable » par les opérateurs. Par la suite, le léger recul des taux du Bund donnait un peu de répit au MATIF.

Mercredi après-midi et surtout les jours suivants, le rebond du Bund et la prise en pension de la «Buba» coulaient littéralement le MATIF, où la semaine se terminait à 98,48, ce qui donne un rendement implicite d'environ 9,30 % pour le fameux emprunt notional à 10 % et dix ans pris comme base 100. Une variation de 1 point du cours correspond, *grosso modo* , à un écart de 0,20 point sur les rendements. Dans ces conditions, il n'était pas étonnant de voir celui de FOAT 8 1/8 de 1999 passer de 9,95 à 10,23 %. Rappelons encore que quart de point en plus coûte au Trésor, et donc au budget dans ce cas précis, environ 2 milliards de francs supplémentaires pour le service de la dette.

Dans une telle ambiance, que pourrait faire le marché primaire des obligations, celui des émissions fraîches ? Mieux que prévu, en tout cas, que par le passé, pour une excellente raison : à partir de 10 % de rendement, à l'heure actuelle, ces émissions

bénéficient d'une demande finale non négligeable, surtout de la part des ménages (nous l'avons relevé à plusieurs reprises dans ces colonnes). C'est pourquoi, par exemple, l'emprunt de 1,2 milliard de francs lancé par EDF sur dix ans à un taux nominal de 10,10 % et réel de 10,23 % s'est finalement placé pas trop mal sous la direction de la BNP, bien qu'au lendemain de sa sortie, mercredi... il ait été victime de la chute du MATIF.

Autres demandeurs, les établissements qui recueillent les plans d'épargne populaires et qui ont contribué à avaler sans trop de difficulté l'emprunt de 1 milliard de francs à 10 % nominal et 10,22 % réel lancé mardi par la Caisse nationale des autoroutes. Quant aux investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances et caisses de retraites, ils s'agitent en fonction de leurs besoins, sans hâte il est vrai : pourquoi se presser lorsque les taux montent ? Seuls demeurent tout à fait réticents les gérants de SICAV, obligataires ou autres, qui n'ont aucune envie de courir un risque de baisse des cours en faisant entrer dans leur portefeuille des titres qui peuvent se trouver décotés le lendemain même de leur admission si les rendements montent à nouveau.

Ajoutons que, prudents, les emprunteurs se contentent de «petits» montants de 1 milliard environ : on est loin des paquets de 3 ou de 4 milliards de francs des années précédentes. Quant aux rendements offerts, ils s'élèvent avec le retrait, ils s'abaissent maintenant 10,50 % et même bientôt 10,70 %, si, on prend en compte les ristournes sur commission consenties par les courtiers.

Nous voilà ramenés à l'automne 1987 ou plutôt, à l'automne 1985, si on efface le krach d'octobre 1987. Ce n'est pas très réjouissant pour les emprunteurs, et on comprend les réactions aux Pays-Bas, où le président de la Banque centrale M. Duisenberg, a fait, il y a déjà quinze jours, c'est-à-dire avant l'annonce du plan d'union monétaire entre les deux Allemagnes, la déclaration suivante : « Nous n'hésiterons pas à baisser nos taux d'intérêt, indépendamment de tout développement en RFA ».

FRANÇOIS RENARD

LES DEVISES ET L'OR

Bonne tenue du franc

Une certaine indécision a régné cette semaine sur le marché des changes où les opérateurs ajustent leurs positions après les mouvements de ces dernières semaines. Ainsi, ils ont revendu du mark, très recherché précédemment, pour racheter du yen, qu'ils avaient cédé précédemment dans l'attente d'élections où le parti au pouvoir était susceptible de courir des risques. Les sondages s'avèrent meilleurs pour ce parti à la veille du scrutin du dimanche 18 février, la devise japonaise fait l'objet de rachats.

Sa tenue ultérieure sera intéressante à observer : le yen va-t-il se raffermir par rapport non seulement au dollar mais aussi par rapport aux devises européennes, « à la fois desquelles il a perdu 20 % en un an ? Cela dépendra, en partie, de la politique de la Banque du Japon, dont on pense qu'elle pourrait à nouveau relever son taux d'escompte dans un délai raisonnable.

Le dollar a commencé par se raffermir, à la suite des ventes de marks, puis a poussé une pointe fugitive à 1,70 DM et 5,77 F ven-

dredi après-midi, après l'annonce d'un déficit de la balance commerciale américaine en diminution pour le mois de janvier : 7,17 milliards de dollars contre 10,29 milliards en décembre, alors que les prévisions portaient sur 8 à 9 milliards. Mais, après une brève bouffée, les cours du dollar retombaient, sans conviction.

Le franc français s'est fort bien tenu vis-à-vis du mark, dont le cours est retombé en dessous de 3,40 F. A cet égard, on a noté avec intérêt que l'écart entre le rendement de l'emprunt d'Etat allemand à dix ans, le BUND, et celui de son homologue français, FOAT dix ans, s'est très vivement contracté cette semaine, revenant à 1,30 % à un moment pour finir à 1,65 % environ. Cet écart est historiquement bas. Au début des années 80, il a pu atteindre 5 points, ce qui reflétait à la fois la tension des taux dans une France dévorée par l'inflation et une défiance corrélatrice envers le franc. Par la suite cet écart s'est réduit, revenant à 3 % au début

de 1988 puis 2 points au début de 1989. Ces deux points étaient considérés comme une « prime de risque » contre une éventuelle dépréciation du franc.

Certains voient l'édit écart tomber en dessous de 1 %. On peut même se demander si, au cas où les taux à long terme allemands continueraient à s'élever, cet écart ne pourrait pas disparaître, les plus optimistes le voyant même s'inverser ! Dans la mesure où les taux à long terme français n'ont pas besoin de s'élever aussi rapidement que les taux allemands, puisque les événements de l'Est ne concernent pas directement le franc, il n'est pas exclu de voir, effectivement, l'écart en question se rétrécir encore, ce qui limiterait les dégâts sur le marché de Paris.

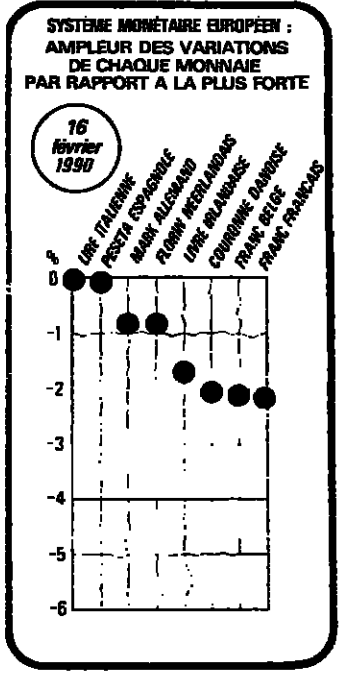
F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 12 AU 16 FÉVRIER 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6878	-	17,4620	66,6666	59,2768	2,2393	52,6038	0,0779
Paris	1,6899	-	17,5531	66,9344	59,6837	2,2514	52,9381	0,0802
Bruxelles	9,6715	5,7336	-	382,28	339,83	16,2778	361,57	4,5807
Zurich	9,6722	5,6978	-	381,33	340,82	16,2446	361,59	4,5772
Amsterdam	2,5395	1,5088	26,1643	-	88,9152	4,2589	78,9058	1,1998
Frankfurt	2,5214	1,4948	26,2243	-	89,1674	4,2601	79,0895	1,1994
Bruxelles	2,5214	1,4879	26,4241	112,46	-	4,7768	88,4727	1,346
Bruxelles	2,5229	1,4879	26,4102	112,15	-	4,7776	88,4977	1,3447
Bruxelles	59,4161	35,32	6,1434	23,688	28,8772	-	18,5271	2,8153
Bruxelles	59,2332	35,07	6,1589	23,4739	28,9311	-	18,5654	2,8146
Amsterdam	3,2069	1,9810	331,48	126,73	112,68	5,3975	-	1,5195
Amsterdam	3,1905	1,8890	331,58	126,44	112,74	5,3863	-	1,5161
Milan	2118,43	1251	218,21	834,00	741,55	35,5196	658,07	-
Milan	2104,49	1246	218,71	834,08	743,66	35,5289	659,41	-
Tokyo	243,77	144,50	25,3048	96,3333	85,6350	4,1028	76,8156	0,1125
Tokyo	243,33	143,25	25,4959	97,3222	86,0965	4,1417	76,8925	0,1144

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 février, 3,9675 F contre 3,9222 F le vendredi 9 février 1989.



MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La Banque mondiale gâche la besogne

La défaillance du marché obligataire allemand a principalement profité au compartiment du dollar des Etats-Unis. Confronté aux attentes des spécialistes, cette évolution s'est accompagnée d'un net regain de l'activité primaire, celle des nouvelles émissions. L'emprunt proprement dit, dont le centre est à Londres, n'a que peu participé au mouvement. Mais New-York en a tout particulièrement bénéficié.

C'est ainsi que la Banque européenne d'investissement a retenu la solution d'un emprunt de type «bank» (lancé aux Etats-Unis pour le compte d'un débiteur étranger) pour faire une grande rentrée. Depuis des mois, cet emprunteur supranational n'avait plus émis d'obligations libellées en dollars, monnaie dont il a présentement besoin pour financer son développement.

Il lui a donc fallu s'adresser directement à New-York, ce que le débiteur a fait jeudi 15 février, en lançant pour 300 millions de dollars d'obligations de onze ans de durée dont la rémunération faciale est de 8,875 %. Le prix d'émission a été fixé de telle sorte que le rendement de l'opération soit, à son lancement, de 48 centimes supérieur à celui des fonds d'Etat américains. La mesure s'est faite par rapport aux «treasuries» de dix ans de durée (soit un an de moins), les calculs étant établis sur une base semestrielle, selon l'usage américain. Les conditions de départ étant très justes, pour ne pas dire exiguës, la marge s'est élargie par la suite. Dans l'ensemble, l'opération, dont la réalisation était confiée à Salomon Brothers, s'est finalement bien passée.

Parce que sa taille est cinq fois plus importante (1,5 milliard de dollars) et parce qu'il s'agit d'un emprunt à dimension «planétaire», il faut se garder de pousser trop loin la comparaison avec la nouvelle transaction de la Banque mondiale. Celle-ci a fini par voir le jour, jeudi 15 février, pour une durée de sept ans, offrant un rendement de seulement 33,4 centimes au-dessus des fonds d'Etat américains de référence. En qualité et en crédit, la Banque européenne d'investissement n'a rien à envier à la Banque mondiale. Si cette dernière parvient à obtenir des fonds à un coût relativement moins élevé, c'est parce que cette gigantesque

opération pourra se négocier sur toutes les grandes places financières du monde, ce qui ne saurait être le cas d'émissions d'un volume normal.

On sait que la Banque mondiale est très fière de cette formule d'emprunt «planétaire» qu'elle a inaugurée à la fin de l'année dernière. Les investisseurs partagent d'ailleurs son enthousiasme, et, mercredi 14 février, tout laissait prévoir qu'elle allait à la rencontre d'une des plus belles réussites de l'année. Malheureusement, le débiteur a accumulé les maladroites et a fini par enrouler la disgrâce des plus puissants des investisseurs européens. Son tort a été de trop

croire à l'universalité des pratiques américaines. Les milieux financiers européens n'ont pas admis que, encouragée par la réussite apparente de son emprunt, la Banque mondiale en ait rajusté les conditions après avoir indiqué au marché que ses titres rapporteraient au moins 35 points de base de plus que les fonds d'Etat américains. Outre-Atlantique et au Japon, les prêteurs n'ont rien trouvé à redire, acceptant sans rechigner le changement par rapport aux données initiales. Mais en s'alignant la Banque mondiale a pris un très grand risque. Il lui sera difficile de récupérer tout le prestige qu'elle a perdu dans cette affaire.

Le TGV-Atlantique financé à Londres

De retour sur un marché qu'elle n'avait plus sollicité depuis fort longtemps, la Communauté européenne du charbon et de l'acier entend lever 60 millions de livres sterling. Le marché de la livre est actuellement le seul du Vieux Continent à concurrencer celui du dollar à New-York sur le plan de la durée. Les fonds levés par la CECA, rémunérés au taux facial de 10,875 %, ne seront remboursés que dans dix-neuf ans. Une si lointaine échéance dans cette monnaie n'intéresse que des investisseurs institutionnels en faible nombre. Aussi l'opération a-t-elle un caractère presque privé, ce qui explique la grande discrétion qui l'entoure. Il s'agit pourtant d'un emprunt particulièrement intéressant, dont le produit sera prêté aux Chemins de fer français. Antérieurement, après conclusion d'un contrat d'échange, les fonds auront été transformés en francs français, qu'il faudra rembourser à taux variable, à un niveau nettement inférieur au taux interbancaire offert à Paris, le Fibor. C'est sous cette forme qu'en disposera la SNCF, qui envisage d'employer ces ressources pour le financement de TGV-Atlantique. L'établissement britannique Barclays de Zoete Wedd et l'européen londonien de la BNP ont été chargés de la transaction.

Pour sa part, la SNCF s'est directement adressée au compartiment de l'euroyen. Par le truchement de Mitsubishi Finance International, la société française n'a eu aucune peine à recueillir 30 milliards de yens sur dix ans en proposant un taux d'intérêt facial de 6,75 % pour un prix d'émission de 102 %. Le produit de l'emprunt,

dont les obligations sont garanties par la République, est également «swapé», probablement en plusieurs devises européennes. La réussite de cet emprunt, offert à des conditions plutôt généreuses, a montré, à quelques jours des élections législatives japonaises du dimanche 18 février, que la confiance dans le yen était en train de se rétablir pleinement. Les souscripteurs ont été particulièrement nombreux en Europe.

En dehors du marché obligataire, l'attention a été accaparée, ces derniers jours, par un énorme eurocrédit en cours de montage pour le compte de Michelin. Cette société cherche à drainer des fonds par l'intermédiaire de sa compagnie financière de Fribourg, en Suisse. Le montant du crédit, un prêt subordonné à quinze ans dont s'occupent deux établissements d'origine américaine, J. P. Morgan et Salomon, pourrait aller jusqu'à 1 milliard de dollars. La construction de ce crédit est inhabituelle en ce sens que la rémunération proposée variera par tranches de cinq ans. Cette rémunération se compose du Libor, plus une marge qui sera de 57 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) jusqu'en 1995, puis de 90 points, et enfin de 120 points au maximum. Toutefois, ces marges ne sont pas acquises d'avance. Elles seront fixées à nouveau par voie d'ajustation après cinq et dix ans. Ce crédit subordonné apparaît à l'évidence lié à l'acquisition récente par Michelin du groupe américain Uniroyal Goodrich.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium surpris par une baisse des stocks

Déprimé comme l'ensemble des métaux de base dans la perspective d'un ralentissement de l'activité économique, notamment aux Etats-Unis, l'aluminium a pourtant brusquement redressé la tête. Sur le London Metal Exchange (LME) la tonne de métal à trois mois, qui avait touché le niveau le plus bas de 1 405 dollars fin janvier, a clôturé vendredi à 510 dollars, gagnant ainsi 70 dollars (4,8 %) sur la semaine. A l'origine de cette reprise, la publication, jeudi, des dernières statistiques de l'Institut international de l'aluminium primaire (IPIAI). Selon cet organisme, les stocks d'aluminium (sous toutes ses formes y compris les déchets) du monde occidental étaient en baisse de 61 000 tonnes à la fin de l'année dernière par rapport à septembre 1989. Ces réserves représentaient 3,207 millions de tonnes contre un chiffre révisé de 3,268 millions un trimestre auparavant. Cette quantité de métal correspond environ à quarante-deux jours de production soit un niveau proche du plus bas enregistré en 1980 (quarante jours).

Retour à la normale ?

La réaction du marché a été d'autant plus rapide que nombre d'opérateurs avaient tablé sur un gonflement de l'ordre de 50 000 tonnes à 100 000 tonnes des réserves occidentales. En outre, le niveau élevé de l'utilisation des capacités (production quotidienne mondiale de décembre supérieure de 300 tonnes à celle de septembre 1989) mis en évidence par l'IPIAI ne laissait pas entrevoir, du moins à court terme, une augmentation significative de l'offre. Les statistiques de l'IPIAI ont, cette fois-ci, eu plus d'impact car elles ont montré que la production mondiale de l'aluminium a diminué de 30 % par rapport à la production

de l'usine de Tomago qu'il détient à hauteur de 35 % avec le groupe CSR (35 %) et la société d'assurances australienne AMP (15 %). A partir de 1993, cette unité pourra produire 360 000 tonnes d'aluminium par an.

Mais c'est surtout du côté du Proche-Orient et plus particulièrement du Golfe persique que les regards se tournent. Les années 90 verront en effet le métal en puissance du début février, certains analystes sur graphiques, chez Rudolf Wolff ou Shearson Lehman Hutton notamment, avaient bien signalé la possibilité d'un rebond des métaux en général. Sur l'aluminium, des opérateurs avaient également remarqué la contraction mensuelle de près de 4 % des stocks détenus par les producteurs américains en novembre.

Certes, le niveau élevé des taux d'intérêt n'encourage guère les immobilisations. Mais le métal semble actuellement bénéficier du dynamisme de la demande, qui ne montre pas de signes d'essoufflement, comme en témoignent les dernières statistiques de ventes de voitures ou de mises en chantier aux Etats-Unis. De plus, dans un avenir immédiat, aucun site de capacité substantielle ne sera mis en route.

Paul O'Neill, le directeur général d'Alcoa, se montre d'ailleurs optimiste en estimant que ses ventes vont progresser en raison des nouvelles applications de l'aluminium dans l'industrie automobile, de la pénétration du métal sur le marché des containers en Europe et de la progression du recyclage peu consommateur d'énergie.

Toutefois, à plus long terme, l'horizon s'assombrit. L'émergence de nouveaux producteurs risque de provoquer un gonflement de l'offre auquel la demande pourra difficilement faire face. Le Venezuela est, par exemple, particulièrement actif. En Australie, le groupe français Pechiney vient de décider d'augmenter de 50 % la production

de l'usine de Tomago qu'il détient à hauteur de 35 % avec le groupe CSR (35 %) et la société d'assurances australienne AMP (15 %). A partir de 1993, cette unité pourra produire 360 000 tonnes d'aluminium par an.

Mais c'est surtout du côté du Proche-Orient et plus particulièrement du Golfe persique que les regards se tournent. Les années 90 verront en effet le métal en puissance du début février, certains analystes sur graphiques, chez Rudolf Wolff ou Shearson Lehman Hutton notamment, avaient bien signalé la possibilité d'un rebond des métaux en général. Sur l'aluminium, des opérateurs avaient également remarqué la contraction mensuelle de près de 4 % des stocks détenus par les producteurs américains en novembre.

Certes, le niveau élevé des taux d'intérêt n'encourage guère les immobilisations. Mais le métal semble actuellement bénéficier du dynamisme de la demande, qui ne montre pas de signes d'essoufflement, comme en témoignent les dernières statistiques de ventes de voitures ou de mises en chantier aux Etats-Unis. De plus, dans un avenir immédiat, aucun site de capacité substantielle ne sera mis en route.

ROBERT RÉGUER

PRODUITS	COURS DU 16-2
Café h. g. (London)	1 421 (+ 48) Livres/tonne
Aluminium (London)	1 516 (+ 67) Livres/tonne
Nickel (London)	7 575 (+ 1 260) Livres/tonne
Sucre (Paris)	2 450 (+ 35) Francs/tonne
Café (London)	688 (+ 25) Livres/tonne
Cacao (New-York)	590 (+ 17) Dollars/tonne
Ré (Chicago)	384 (- 3) Cents/bushels
Métal (Chicago)	241 (+ 1,4) Cents/bushels
Sole (Chicago)	165,60 (- 1,7) Dollars/cenct

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

